

Le Petit Menteur *illustré*



**DICTIONNAIRE PARTICIPATIF,
ENGAGÉ ET DÉCALÉ**

Edition 2016 revue et augmentée avec
illustrations et pistes pédagogiques

EDITIONS EQUIPES POPULAIRES

Le Petit menteur *illustré*



AVANT-PROPOS

Le néolibéralisme existe, nous l'avons rencontré !

Un beau jour du mois de mars 2016, le journal *Le Soir* a publié une carte blanche de Manuela Cadelli qui nous a fait chaud au cœur. Le titre ? *Le néolibéralisme est un fascisme*. Et paf ! Honnêtement, nous en étions tout chose. La présidente du syndicat des magistrats, par ce titre-choc et son texte limpide, disait de façon directe ce que notre *Petit Menteur* affirme avec un brin de malice. Nous, nous jouons à nous mettre dans la peau d'un néolibéral ou inventons des définitions décalées. Manuela Cadelli boxe beaucoup plus dur. Exemple : *“Je prétends que le néolibéralisme est un fascisme car l'économie a proprement assujetti les gouvernements des pays démocratiques mais aussi chaque parcelle de notre réflexion. L'État est maintenant au service de l'économie et de la finance qui le traitent en subordonné et lui commandent jusqu'à la mise en péril du bien commun.”* Avec notre *Petit Menteur*, nous voulons chatouiller les neurones et reconquérir, parcelle par parcelle, notre réflexion, notre langage, notre liberté de pensée. Avec sa carte blanche, Manuela frappe les esprits au bulldozer.

Puisque néo-Goliath est partout et en position d'*hégémonie culturelle*, comme on dit, néo-David ne doit pas se contenter d'une seule arme : chatouillons, frappons fort, et rechargeons le lance-pierres. De notre côté, nous préparons cette seconde édition du *Petit Menteur*.

Goliath serait tout en paille...

Donc, nous étions tout chose. Nous nous sentions rejoints, compris, soutenus. Mais rapidement, le doute s'est installé. En réaction à cette carte blanche, voilà que toute une clique de libéraux "pur jus" (ne les traitez surtout pas de néolibéraux !) sont montés au créneau pour affirmer... que le néolibéralisme n'existait pas et que notre bien-aimée Manuela ferait mieux de retourner au barreau. Corentin de Salle, le plus hardi de la bande, directeur scientifique du centre Jean Gol et premier supporter du gouvernement Michel, a répliqué dans les colonnes du *Soir* que les réformes de ce gouvernement sont simplement libérales, et que *"le libéralisme est un humanisme"*. Donc, ce que nous avons dénoncé comme le néolibéralisme, ce ne serait rien d'autre que le libéralisme de toujours, profondément humaniste. C'est le gentil Coco de Salle qui le dit, en chœur avec son patron Richard Miller (MR pour les intimes).

L'argument décisif ? Aucun des théoriciens supposés du néolibéralisme (Milton Friedman, Friedrich von Hayek) ne s'est jamais réclamé de ce vocable, qui serait une invention des gauchistes antilibéraux désireux de trouver un coupable aux misères de ce monde : *"Comparable à ces mannequins en paille qu'on utilisait naguère dans les casernes pour familiariser les soldats aux techniques de combat, le "néolibéralisme" est un agrégat de propositions caricaturales, contradictoires, d'idées déformées, d'affirmations cyniques, de mythes."* Dixit Coco.

Au secours, les linguistes !

Zut alors ! Notre *Petit Menteur* s'était attaqué à un mot-fantôme ! Patatras. Le comble pour une initiative

qui voulait dénoncer des détournements de langage... Qu'allions-nous faire ? Deux options s'offraient à nous. La première, c'était de retourner penauds à nos affaires en oubliant cette histoire de néolibéralisme qui n'existe pas. L'autre option, c'était de réfléchir encore un peu plus. De persévérer dans notre angle d'attaque : celui du langage. Qu'est-ce que le mot "néolibéralisme" ? Un signe linguistique comme un autre. Comme les mots "chien", "fascisme" ou "imbécile".

Ces mots ont un sens, ils veulent dire quelque chose. À notre connaissance, aucun chien ne s'est jamais revendiqué de la race canine, et Hitler ne se présentait pas comme fasciste mais comme national-socialiste (ce n'est pas nous qui avons commencé sur ce sujet ! C'est Richard Miller et Corentin de Salle, en utilisant l'argument selon lequel Benito Mussolini désignait le libéralisme comme son grand ennemi). Les imbéciles, c'est bien connu, comme le néolibéralisme, ils n'existent pas.

Alors, soyons précis et allons jusqu'au bout. Le mot "néolibéralisme" est un néologisme, c'est-à-dire un mot créé de toutes pièces, apparu plusieurs fois dès la fin du dix-neuvième siècle, mais dont la signification actuelle remonte aux années 80. Or, jusqu'à preuve du contraire, si les mots nouveaux perdurent, c'est parce qu'ils ont un sens, nouveau lui aussi. Tous les linguistes le savent, les synonymes parfaits n'existent pas. Dans la grande grille de significations qui constitue notre langage, le mot "néolibéralisme" ne se serait pas imposé s'il avait eu exactement le même sens que "libéralisme". Il ne s'agit pas d'une école ou d'une doctrine économique explicite dont se revendiqueraient des théoriciens ? Nous, autant le dire clairement, on s'en fout ! Si les chiens souhaitent

continuer de penser qu'ils sont des loups "pur jus", grand bien leur fasse ! Cela ne nous empêche pas de les entendre aboyer.

Richard Miller, c'est un peu comme Jésus

C'est l'usage qui fait sens. On le regrette parfois, quand on tente de nous imposer des usages restreints pour les mots flexibilité, modernité, responsabilité, efficacité. Quant au néolibéralisme, il fait tellement écho à un réel partagé, à une histoire objective, que les "gauchistes" sont loin d'être les seuls à l'utiliser. L'ensemble de la presse s'y colle. Larousse et Wikipédia ont également jugé utile de le distinguer de "libéralisme". C'est donc qu'il existe bel et bien.

Mais qu'est-ce que c'est, alors, si ce n'est pas une théorie économique explicite ? Eh bien, le néolibéralisme, c'est un peu comme le christianisme à une autre époque : l'imaginaire culturel majeur. La comparaison s'arrête là. Quoique : il est tentant d'en rajouter une couche, en notant que c'est aussi de l'extérieur que le christianisme a été désigné comme tel. Son plus grand inspirateur connu se définissait comme un Juif. Un peu comme Richard Miller revendique l'action du gouvernement comme un simple libéralisme (humaniste, ajoute Coco).

"L'Homme existe, je l'ai rencontré !" s'exclamait Dieu dans un sketch de Raymond Devos. Quant à nous, on ne se prend pas pour Dieu, promis juré, mais on affirme pareil : "le néolibéralisme existe, nous l'avons rencontré !". Où ? Dans les gares, par exemple, chaque fois que nous méditons sur les causes d'un sous-financement de la SNCB en attendant notre train qui a 16 ou 32 minutes de retard. Dans les CPAS, quand nous y voyons arriver les exclus de l'assurance-

chômage. Sur nos extraits de comptes bancaires aussi, quand nous nous souvenons que Belfius, et d'autres, ont été sauvés par l'État sans que cela change quoi que ce soit à l'encadrement des banques. Et puis sur le site de Caterpillar à Gosselies, sur les affiches "à vendre" qui commencent à fleurir aux vitrines des agences ING...

Oui, le néolibéralisme est un mythe !

On le rencontre encore dans les projets de traités transatlantiques. Et en Grèce aussi, déguisé en tante acariâtre, cette vieille fille Austérité. Allez un peu expliquer aux Grecs que le néolibéralisme n'existe pas...

Ce serait du simple libéralisme ? À d'autres. Celui-ci s'accommodait du compromis social-démocrate. Ce n'est plus le cas, et c'est précisément ce qui distingue le néolibéralisme : ce moment où le libéralisme mute en une idéologie qui n'accepte plus rien d'autre qu'elle-même, qui se présente comme une contrainte naturelle du monde, à laquelle il faut bien s'adapter... Du coup, on rencontre aussi le néolibéralisme dans bien des discours, au café du commerce et surtout, surtout, à l'intérieur de nous comme un mythe qui nous ronge (oui, Coco, un *mythe* comme tu dis, ce genre de truc sur lequel s'édifient des sociétés entières).

Avec ceci, nous n'avons pas encore donné une définition précise du néolibéralisme. Ça tombe bien : vous avez un dico entre les mains !

L'équipe de rédaction

Une version de lancement du "Petit menteur" a été éditée en novembre 2015. Celle-ci invitait à l'écriture personnelle ou collective de nouvelles définitions et a été utilisée par de nombreux groupes pour mener une réflexion sur le néolibéralisme. Le "Petit menteur illustré 2016" est le fruit de ces nombreuses contributions pertinentes... et parfois très impertinentes. Il comporte 70 mots, des extraits de citations commentées ainsi qu'une boîte à outils pédagogiques.

MERCI À...

*Francisco Alvarez, Elisabeth Beague,
Paul Blanjean, Françoise Caudron,
Thomas Chardome, Jean-Michel Charlier,
Raphaël D'Amore, Laurence Delperdange,
Thibaud De Menten, Tony Demonte,
Nathalie Dubuisson, Audrey Dye,
Giuseppe Faieta, Daniel Fastenakel,
Zoé Genot, Camille Ginetti, Lazaros
Goulios, Alberto Granados, Denis Horman,
Christian Kunsch, Bénédicte Quinet,
Laurent Quoibion, Guillaume Lohest,
Daniel Richard, Frédéric Soille,
Olivier Starquit, Christine Steinbach,
Monique Van Dieren, Marco Van Hees,
Martin Willems, ainsi que de nombreux
groupes des Equipes Populaires, le CEFOC,
les JOC, la Mutualité chrétienne, le RWLP,
Vie Féminine*

**...D'AVOIR CONTRIBUÉ À LA RÉDACTION
DE CE "PETIT MENTEUR ILLUSTRÉ"**

UN MOT, TROIS DÉFINITIONS



Une **définition "néolibérale"**, c'est-à-dire, lorsque le mot est employé par des néolibéraux, à quel concept il fait référence. Bref, le côté brillant de la médaille. Exemple : dans le langage néolibéral, le terme "Activation" est synonyme de Responsabilisation, de dynamisme.



Une **définition "progressiste"** ou plutôt "appelons un chat un chat" : c'est le décodage du discours, la réalité qu'il recouvre dans les faits, ce que cachent ces belles paroles. Bref, le côté peu reluisant de la médaille. Dans ce cas, le terme "Activation" est synonyme de contrôle, d'exclusion.



Une **définition "décalée"**, loufoque, parfois grinçante, pour donner un côté léger au dictionnaire.

Bien envoyé, Christine !

ACTIVER, ça suppose quoi ? Que les gens privés d'emploi ne font rien. Qu'ils ne se bougent pas. Déjà, c'est pénible de constater que pour masquer ce que tout le monde sait, à savoir qu'il n'y a pas assez d'emplois, le gouvernement fait comme si le problème était l'inactivité des sans-emploi.

Ensuite quelle méconnaissance des gens, de leur vie réelle ! Ce ne sont pourtant pas les études qui manquent. Elles montrent que les gens privés d'emploi vivent très mal cette situation, avec parfois une solide dépression à la clé. Parce que le travail reste central pour la toute grande majorité d'entre nous. Travailler, c'est avoir un revenu, un sentiment d'utilité sociale, une reconnaissance, des relations, un rythme de vie. Alors quand on n'en a pas, on en cherche. Pas besoin d'être menacé de sanction pour ça. Le chômage, c'est déjà assez grave comme ça.

Et l'activation renforce la dépression ! Quand vous envoyez 100 candidatures et que vous ne recevez qu'une réponse ou des réponses négatives, ça ne fait pas du bien au moral.

Trop travailler, ça ne va pas non plus. Alors partager le travail, c'est une simple question de bon sens.



Christine Steinbach

ACTIVATION



L'activation des demandeurs d'emploi les transforme. Ce ne sont plus des usagers passifs, consommateurs de mesures et de prestations. Ils deviennent des usagers proactifs, entrepreneurs d'eux-mêmes et qui ne vivent plus aux crochets de la société.

La possibilité de recevoir des aides doit être conditionnée à la participation des citoyens à la société.

"Active-toi et l'État social t'aidera." (Jobert, 1992)



Processus par lequel les citoyens se lèvent de leur divan et sortent de chez eux pour manifester en rue, pour participer à des actions citoyennes, pour s'indigner, dénoncer les politiques d'austérité, l'injustice fiscale, les inégalités sociales, etc. Les gens se remettent debout et deviennent acteurs de changement collectif pour une société plus juste.

"Tout homme libre doit s'activer à rendre libre la vie des autres." (Indira Gandhi)



Comme les alchimistes du Moyen Âge qui pratiquaient la transmutation des métaux en or, les politiques veulent changer les chômeurs et les transformer en demandeurs d'emploi actifs à temps plein. C'est plus

brillant et ça rapporte plus !

En physique, c'est le bombardement d'un matériau à l'aide de particules qui donne lieu à la production (par transmutation) d'atomes radioactifs. Sur le marché de l'emploi, c'est le bombardement du chômeur par des mesures vexatoires qui donnent lieu à la production de personnes révoltées et déçues par les politiques. Les fissures devenant de plus en plus grandes dans le réacteur, cela risque de provoquer une réaction en chaîne. La surchauffe risque de tout faire péter !

ACTIVISTE



Les activistes, car ils sont souvent en groupe, sont des personnes qui contestent inutilement les décisions du gouvernement et des patrons, bref du capitalisme. Leur rassemblement devrait être illégal puisqu'ils ont déjà certains acquis sociaux. De toute façon, tous les mots en "iste" (sauf capitaliste) sont des mots à bannir.



Personne particulièrement désintéressée, qui se bat pour les droits (en avoir ou les garder) de tous, en privilégiant l'action directe. Pour arriver à leurs fins, certains activistes sont même prêts, au besoin, à sacrifier leur couple, leur famille, leurs amis pour le bien de la collectivité.



État d'activité constante et d'instabilité de comportement, s'accompagnant de difficultés d'attention, observé notamment en cas de prolifération de politique libérale.

Bien envoyé, les jeunes !

L'année 2015 fut le théâtre d'une augmentation de la répression de l'État, et plus particulièrement par son bras armé qu'est la police.

Aucune amélioration, que du contraire ! Dans les quartiers, un nombre important de policier-e-s commettent toujours aussi impunément des abus quotidiens, en particulier dans certaines communes de Charleroi, notamment à la cité parc de Marcinelle et certains quartiers de Châtelineau.

Comme beaucoup d'entre nous ici, nous avons subi des arrestations arbitraires et des coups de matraque envers nous, activistes pacifiques lors de manifestations. Le gouvernement emploie de plus en plus souvent la force pour faire appliquer son programme antisocial. Aujourd'hui pour faire face à la violence, il suffit d'être un-e citoyen-ne désirant s'exprimer.

Les JOC disent non au tout sécuritaire ! Ce niveau 4, ou état d'urgence, a rehaussé encore le climat de peur et de division entre les citoyen-ne-s ; normalisant la présence de militaires en rue, le surarmement policier et les contrôles et fouilles dans les lieux publics ; et stigmatisant toujours plus les mêmes discriminé-e-s.



*Les Jeunes Organisés et
Combatifs (JOC) de Charleroi*

ALLOCATION UNIVERSELLE



Ce système consiste à verser un montant identique à chaque adulte travaillant ou non et cela sans condition(s). L'objectif est de remplacer (presque) totalement les indemnités versées par la sécurité sociale. C'est donc un modèle simplifié qui permettrait à l'État de ne plus consacrer autant de moyens pour des politiques sociales. Ces sommes pourront donc être investies de façon plus efficace pour le bien de tous dans le soutien aux entreprises.



Dans ce système qui prévoit d'attribuer à chaque adulte un montant identique et inconditionnel, auquel peuvent s'ajouter les autres revenus, l'égalité pourrait n'être qu'apparente. Il comporte en effet le risque majeur d'un désinvestissement dans le système de sécurité sociale. Bien sûr, celui-ci est perfectible en supprimant par exemple des distinctions faites en fonction de la situation familiale grâce à des droits individuels. La réflexion autour d'une allocation universelle doit donc être prudente.



La location, c'est le fait de louer. Louer une maison, un DVD ou un cuistax à Ostende. Quelques sociétés au nez fin ont imaginé qu'elles pouvaient proposer à leurs clients des locations universelles... c'est-à-dire valables dans l'ensemble des pays de la planète. Ce phénomène n'est pas nouveau car nous connaissons tous des personnes qui se sentent partout chez elles.

ALLOCHTONE



Dans une société, il y a des valeurs communes, partagées, fruits de l'Histoire de celles et ceux qui ont leurs racines dans le pays, c'est-à-dire les autochtones. Ces valeurs communes ne sont malheureusement pas partagées par tous les individus qui quittent leurs pays et arrivent dans les nôtres afin de profiter des nombreux avantages dont bénéficient nos populations. Ces personnes le plus souvent repliées sur leurs coutumes peuvent être désignées comme des allochtones.



Si par autochtones, nous désignons généralement les populations originaires d'une région du monde (ex. les Congolais au Congo), les politiques de colonisation, d'esclavagisme ou encore de reconstruction de notre économie à l'issue des guerres mondiales, ont provoqué d'importants mouvements de population, transformant ces autochtones en allochtones. Les migrants, quand ils n'étaient pas réduits à l'esclavage, devenaient ainsi des travailleuses et travailleurs prêts à accepter des boulots peu qualifiés, dévalorisés et souvent mal payés. Derrière ces termes génériques se cachent des réalités multiples et des richesses culturelles qui sont ainsi ignorées.



Au début des années '60, l'Angleterre a vu apparaître des groupes majeurs de l'histoire du rock comme les Beatles et les Rolling Stones. La France, avec le courant Yéyé, a voulu se démarquer avec des groupes chantant dans la langue de Voltaire comme "Les Chats Sauvages", "les Chaussettes Noires" ou encore les "Allochtones". Ce dernier groupe se rendra célèbre par des reprises, en français, des tubes des Rolling Stones.

AMBITION



L'ambition, c'est le moyen incontournable d'atteindre ses objectifs. Parce qu'elle constitue le désir d'arriver à un résultat ou d'obtenir ce qu'on recherche, l'ambition est le moteur puissant des dynamiques de réussite sociale, économique ou autre. **"Quelle ambition formidable !"**

Avoir de l'ambition est une vertu enviée et convoitée, parce qu'elle signifie "trajectoire claire" et "horizon précis" !

L'ambition justifie l'effort et l'effort engendre le mérite.

"Ce qui fait la crédibilité d'une ambition, c'est le prix personnel qu'on est prêt à payer." (Nicolas Sarkozy)



Le mot "ambition" semble presque naturellement inventé pour habiller le discours néolibéral. Il est intimement lié à la réussite sociale, à la gloire, à l'honneur et donc à la priorité donnée à l'individu, autrement dit ici à soi-même.

Le Larousse en témoigne. C'est le **"désir ardent de posséder quelque chose ou de parvenir à faire quelque chose"**. Par exemple **"Avoir l'ambition de réussir"**. On peut aussi être dévoré d'ambition, auquel cas on en attendra en retour de la gloire, de l'honneur, une place de choix dans la compétition avec les autres...

Ambition et individualisme font donc bon ménage. La première (l'ambition) est sans nul doute un des bras armés du second (l'individualisme)...



Amby-dextre, amby-gu, amby-tion... Du latin "ambi" (deux à la fois), flanqué du suffixe "tion" (qui marque l'action), l'ambition est donc le fait de faire deux choses à la fois ! Il est donc bien clair que les hommes ne sont pas

concernés par l'ambition, incapables qu'ils sont de réaliser cette prouesse. C'est bien connu, seules les femmes - concernées par le double travail, l'impossible conciliation des temps ou l'obligation de surveiller le bambin en préparant le repas du soir... - peuvent y prétendre. L'ambition est donc une réalité exclusivement féminine ! On en connaît quelques-uns qui vont s'effondrer de déception.

ASSISTANAT



L'assistanat, dont souffrent de plus en plus de personnes, est la conséquence de cinquante années de sécurité sociale, et plus singulièrement d'allocations de chômage inconditionnées et illimitées dans le temps.

Plutôt que d'utiliser les moyens publics à émanciper les chômeurs en les forçant si besoin à se remettre dans les conditions de retrouver un emploi, l'État providence les a rendus amorphes et pour beaucoup paresseux. Réduire et conditionner l'accès aux allocations, en diminuer les montants et les limiter dans le temps est de nature à favoriser le retour au travail des chômeurs et donc, de les rendre acteurs de leur réinsertion.



L'assistanat est le terme utilisé par les libéraux pour dénigrer les personnes victimes du capitalisme et de sa soif d'accumulation. En faisant d'un bénéficiaire d'indemnités de chômage un assisté social, les libéraux

veulent convaincre que le chômage ne relève pas d'une responsabilité collective, mais de celle de chacun des individus, faisant du chômeur-victime un chômeur-profiteur. L'objectif est triple : précariser les chômeurs pour les obliger à accepter n'importe quel emploi, rendre dociles ceux qui ont un emploi par peur de cette "concurrence" et miner la sécu par une remise en cause de sa légitimité et la diminution de son financement.



L'assistanat est une fonction d'enseignant dans les universités. Peut-être faudrait-il changer l'appellation de cette fonction car par mégarde, un ministre libéral de l'enseignement pourrait, en vue de doper l'efficacité de la

transmission du savoir, inventer une version droitiste de mise au travail des enseignants dans les champs, pendant les grandes vacances, comme le pratiquait naguère Mao.

AUSTERITÉ



Pour contrer la générosité abusive de gouvernements précédents, l'austérité est une réponse indispensable qui permet de réduire le déficit, de ramener à l'équilibre les finances publiques et d'abolir les privilèges des salariés le plus souvent érigés en tabous par les organisations syndicales.



L'austérité, parfois déguisée sous le mot rigueur, désigne un des credo du néolibéralisme d'aujourd'hui. Prétextant des "dérapages" budgétaires des pouvoirs publics et de la crise économique, soutenus par le patronat et le monde de la finance, les gouvernements prennent des mesures antisociales à l'encontre des travailleurs, donnent des coups de ciseaux dans la sécurité sociale et réduisent les moyens de l'État par des politiques de privatisation ou de diminution des moyens alloués aux politiques sociales et culturelles.



L'austérité est un courant littéraire que l'on doit au célèbre écrivain américain Paul AUSTER. Ce courant, dans sa version extrême, parfois considérée comme sectaire, consiste à éditer un livre qui ne présente du texte que sur la seule couverture. Toutes les pages sont blanches et numérotées. Mais elles ne proposent pas toutes le même blanc, permettant ainsi d'apporter de la variété au lecteur. Le livre le plus célèbre qui fut édité dans cette veine extrême a pour titre : "Cinquante nuances de blanc".

Il est gonflé !

En septembre 2008, ici, à Toulon, au cœur de la tourmente, j'avais tracé une perspective : celle d'un **capitalisme de production**, d'une **mondialisation régulée**, d'une **finance encadrée**, d'un **développement durable**, d'un nouveau rôle pour l'État dans l'économie, d'une **nouvelle gouvernance** européenne et mondiale.



Nicolas Sarkozy

Discours de Toulon

1^{er} décembre 2011

Commentaire :

Pour rendre sympathique un terme qui véhicule une réalité agressive, l'une des techniques les plus efficaces est de lui accoler un autre mot qui fait "raisonnable". Si on ne trouve pas, alors on se rabat sur l'adjectif "nouveau" ou "innovant".

Sarkozy livre ici l'une des plus belles perles en la matière !

"Capitalisme de production" ? On cherche encore, cinq ans plus tard, ce que pourrait être un capitalisme sans production.

"Mondialisation régulée" ? Elle l'est moins que jamais.

"Finance encadrée" ? C'est Sarko qu'on voudrait encadrer !

"Développement durable" ? On ne nous la fait pourtant plus, celle-là, depuis le temps.

Rôle et gouvernance "nouveaux" ? Qu'est-ce qu'on vous disait !

Bref : un champion du monde des mots menteurs.

Bien envoyé, Philippe !

L'argument du talent est généralement invoqué pour justifier les hauts salaires des cadres dirigeants et des traders de l'industrie bancaire. Il est néanmoins fallacieux pour trois raisons principales.

Tout d'abord, d'autres secteurs emploient des personnes hautement qualifiées sans pour autant aligner des fiches de paie à sept ou huit chiffres. Deuxièmement, en l'absence de l'infrastructure et du collectif de travail qui les entourent, les dirigeants de banque et les traders ne seraient pas en mesure d'accumuler autant d'argent. Troisièmement, si le talent se mesure à la capacité à créer de la valeur, l'expérience récente démontre combien les cadres supérieurs de la finance en sont totalement dépourvus. Selon le cabinet d'analystes indépendants Alphavalue, les banques européennes ont en effet détruit près de 882 milliards d'euros de valeur pour les actionnaires entre 2007 et 2012 (chute de capitalisation boursière et recapitalisations).

En réalité, loin d'être le reflet de la compétence, les revenus des cadres dirigeants et des traders sont surtout la résultante d'une profitabilité disproportionnée des banques, elle-même liée à la faiblesse des réglementations en vigueur. En effet, l'absence de normes limitant la spéculation financière permet à l'industrie bancaire de dégager des profits élevés totalement déconnectés de la réalité économique et d'en octroyer une part significative à ses traders et dirigeants.



*Philippe Lamberts, député européen Ecolo,
dans Les 7 péchés capitaux des banques*

BOURSE



La Bourse est un marché financier sur lequel des personnes, des sociétés privées et des institutions publiques peuvent négocier des titres financiers, matières premières et autres actifs, à des prix qui reflètent l'offre et la demande.



La Bourse est un lieu virtuel où des traders, des banques, des fonds spéculatifs jouent au casino (parfois avec des cartes dans la manche) avec l'argent bien réel des autres... Ils gagnent très vite beaucoup d'argent et quand ils perdent, crient "au secours" ! L'État paiera, c'est facile. Leur credo : Laissons la Main Invisible faire le travail pour le Bien Commun. Résultat : la crise de 2008, au départ purement financière, qui s'est étendue à tous les domaines de la vie et n'en finit plus.



Les bourses sont un point sensible, qui peut freiner ou stimuler toute économie dans son action. Si les cordons se resserrent... aïe ! Attention à ne pas entraver le flux ! Il est donc important de leur laisser un maximum de liberté, tout en leur assurant néanmoins un bon soutien. Et rien de tel que la "main invisible du marché" pour venir les stimuler !

BUDGET AMBITIEUX



Politique qui vise à équilibrer le budget en diminuant les dépenses et en continuant à faire des cadeaux fiscaux aux plus riches d'entre nous.



Politique qui vise à trouver de nouvelles recettes pour faire face aux défis sociaux, culturels et éducatifs de la société. Politique qui vise à plus de justice sociale.



Politique qui vise à taxer les pauvres pour les inciter à devenir riches et ainsi bénéficier des cadeaux fiscaux !

Bien envoyé, Monique !

Aïe, aïe, aïe... L'alliance des mots "**BUDGET**" et "**AMBITIEUX**" n'annonce rien de bon ! Cela cache généralement des mesures douloureuses qu'on s'empresse de masquer en annonçant "un grand plan d'investissement ambitieux" censé relancer l'emploi et la croissance, mais qui ne voit généralement jamais le jour.

A l'été 2016, quand Charles Michel a fait de grandes sorties dans la presse, annonçant un plan d'investissement ambitieux dans de grands travaux très utiles, tout le monde a applaudi, y compris l'opposition. Sans doute savait-il pertinemment bien qu'un mois plus tard, il allait présenter au Parlement un budget en déficit de 4,2 milliards pour 2017 et 2018. Budget douloureux pour 90% de la population, et ouf de soulagement pour les 10% les plus riches qui ne verront pas encore leurs plus-values taxées...



Monique Van Dieren

Bien envoyé, Denis !

CAPITALISME "sauvage" ? Ah, pas de ça ! On parlera plutôt "d'économie sociale (et écologique) de marché", et encore "d'économie sociale de marché hautement compétitive" (article 1^{er} du traité constitutionnel européen). Une manière de crédibiliser une économie mixte combinant un secteur privé dynamique et un secteur public efficace, ou encore de justifier les privatisations !

Nos politiciens de droite ou de "gauche" pensent avoir trouvé, dans cet oxymore linguistique, une issue verbale à leur ralliement, assumé ou non, à une économie capitaliste basée sur la concurrence (qu'ils appellent compétitivité !), poussant au maximum de profit, à la recherche persistante de l'accumulation sans fin du capital, et donc à la (sur)exploitation et l'aliénation des travailleurs.



Denis Horman

CAPITALISME



Personne ne me semble avoir donné une meilleure définition néolibérale du capitalisme que Bruno Colmant en 2008 quand il était patron de la Bourse de Bruxelles : "*L'ordre naturel de sociétés humaines*".



"C'est le contraire !". Le capitalisme est une construction sociale, datée dans l'histoire de l'humanité et qui organise de manière de plus en plus raffinée la concentration de la richesse dans de moins en moins de mains. Elle est fondée à la fois sur l'inégalité, sur l'exploitation et sur l'épuisement des ressources. Elle s'organise autour de quelques croyances infondées : l'incroyable idée que la somme des intérêts individuels pourrait produire du bien commun (de l'intérêt collectif), un mysticisme dingue qui découvre une invisible main dans le libre poulailler où s'égaierait le libre renard... Ce système ontologiquement bancal se renouvelle de crises en crises et débouche à l'occasion sur la faillite générale, la guerre.



On peut considérer le capitalisme comme le stade suprême, s'il n'est pas renversé, du développement des sociétés humaines au sens où il annonce la déchéance morale et sociale, la régression écologique, la loi de la jungle. A condition qu'il ne soit pas purement et simplement le point final d'un grand voyage où les passagers n'ont pas su gérer l'intendance, les ressources disponibles, les relations humaines...

CHARGES SOCIALES



Les charges sociales sont une forme de taxation liée au travail : l'employeur et le salarié doivent verser des cotisations auprès de la Sécurité Sociale pour permettre aux fainéants, aux bras cassés et aux usagés de bénéficier d'un certain nombre de prestations sociales.

C'est cette forme de sursalaire qui rend le travail si cher dans notre pays : non seulement, le niveau de rémunération est élevé, mais ces charges viennent rajouter un poids supplémentaire aux entreprises. Il existe heureusement des aménagements permettant de soulager les employeurs d'une partie de ces charges, et le gouvernement Michel les y aide bien !



Nom à caractère péjoratif donné aux cotisations sociales. Les cotisations sociales sont dites "salariales" lorsqu'elles sont prélevées sur le salaire brut des travailleurs et dites "patronales" lorsqu'elles proviennent de la contribution financière des employeurs. Dans les deux cas, il s'agit d'un système obligatoire basé sur la solidarité. L'argent issu des cotisations sociales permet de financer les prestations sociales auxquelles tout le monde a droit (pension, soins de santé, etc).



Pour marquer son mécontentement, porter des revendications ou pour de nouveaux droits, les mouvements sociaux, dont les syndicats, organisent des manifestations. Si beaucoup se déroulent dans le calme, il arrive qu'elles donnent lieu à des débordements ou à des affrontements avec la police. Si cette dernière décide de réprimer la manifestation en courant, matraque à la main, vers les personnes capées de rouge et de vert, on dit, dans le jargon des forces de l'ordre, qu'elle procède à des charges sociales.

CE PAUVRE HOMME
EST ÉCRASÉ SOUS
LES CHARGES SOCIALES
À PAYER

CET HOMME RICHE PART PLANQUER
SES SOUS SUR UN COMPTE
OFFSHORE AUX BAHAMAS



Bien envoyé, Christine !

On qualifie un peu trop souvent le **CHÔMEUR** de "profiteur". Mais demandons-nous à qui ça profite... de dire ça ?

Si on y regarde bien, les entreprises perçoivent des aides de l'État pour le paiement de certains salaires. Et elles bénéficient de réductions de cotisations patronales. Ces cotisations qui financent la Sécurité sociale. En principe c'est pour créer de l'emploi, mais en réalité ce n'est pas le cas. Alors à quoi ont servi ces aides de l'État ?

Il faut savoir qu'en moins de vingt ans, ces aides ont été multipliées par 10. Comme par hasard, sur cette même période, la part des richesses produites reversée aux actionnaires a augmenté de 10%. Au contraire, la part reversée dans les salaires a diminué de 5%. Et les indemnités de chômage sont restées parmi les plus basses d'Europe.

Alors, qui est-ce qui profite ?



Christine Steinbach

CHÔMEUR



Le chômeur est une personne à laquelle on offre une allocation tout en lui permettant de rester chez elle à ne rien faire. Son devoir envers la collectivité, dès son premier jour de chômage est de tout mettre en œuvre pour cesser au plus vite de profiter de l'argent public. Il doit accepter n'importe quel emploi ou suivre n'importe quelle formation qui le rendrait plus compétitif sur le marché du travail. Pendant une période de chômage qui devrait être courte et réservée à ceux qui veulent vraiment travailler, le chômeur responsable devrait se mettre au service de la collectivité pour montrer à tous qu'il mérite ses allocations.



Le chômeur est une victime du capitalisme et de la soif d'accumulation inhérente à celui-ci. Pour pallier l'absence d'emploi, le chômeur bénéficie d'un (faible) revenu de remplacement via l'assurance-chômage, elle-même financée par la partie du salaire socialisé versée par tous les travailleurs dans la caisse de sécurité sociale. Son indemnité lui est donc notamment payée avec son propre argent, versé quand il avait un emploi. La seule façon correcte de sortir du chômage est de proposer des emplois correctement rémunérés et correspondant à la formation obtenue.



Chômeur, ou plutôt chômage provient étymologiquement du latin "caumare", qui veut dire se reposer pendant la chaleur. Selon l'origine du terme, le chômeur serait donc aussi le vacancier qui se dore sur une plage au soleil durant les vacances d'été. A l'inverse, le travail provient étymologiquement du terme latin "tripalium" qui était un instrument de torture. Vu sous cet angle, vive le chômage !

CLIENT (à la SNCB)



Le client a droit à un service public de qualité.
C'est la raison pour laquelle il faut équiper tous les trains de wifi, de manière à ce que le client puisse prévenir son patron si le train a du retard.



Le client a droit à un service public de qualité.
C'est la raison pour laquelle il faut faire arriver les trains à l'heure, de manière à tenir compte de la vraie demande du client. Et c'est aussi se donner la possibilité d'augmenter le nombre de clients potentiels.



La personne est dénommée Client quand les trains roulent. Elle devient Usager quand ils sont à l'arrêt (surtout quand les patrons dénoncent une grève qui vise à dénoncer les sous-investissements !).

COHÉSION SOCIALE



La cohésion sociale vise à permettre à tous les individus de pouvoir exploiter pleinement leurs potentiels en sécurité. La diversité de notre société résulte d'une diversité de capacités et de motivations. Certains ont un tempérament peu volontaire et auront des difficultés à trouver leur place sur le marché de l'emploi. D'autres venant de minorités ethniques se complairont dans un certain communautarisme, refusant l'assimilation. Une politique de cohésion sociale efficace vise à assurer la tranquillité en organisant des activités pour occuper ceux qui ont du mal à trouver leur place. L'installation de petits parcs pour les jeux de ballons est un excellent outil de cohésion sociale.



La cohésion sociale vise à assurer à chacun, quels que soient les obstacles de sa vie, quelles que soient ses différences, un soutien solidaire qui lui permette de vivre décemment, de s'épanouir et d'être respecté dans ses différences. L'objectif de la cohésion sociale est de créer une société inclusive où chacun peut pleinement participer à la vie sociale, économique, culturelle... Pour aboutir à cet objectif de cohésion sociale, l'État multiplie les outils qui permettront à tous d'avoir une véritable place.



La cohésion sociale est une colle forte, nécessaire à certaines étapes d'un chantier, par exemple quand les architectes souhaitent inspecter les façades en les escaladant. Cette colle, produit de très haute technologie, est obtenue par un patient travail effectué en récoltant de la sueur de bouc. Des ateliers protégés et entreprises d'économie sociale se sont spécialisés dans cette difficile collecte et le conditionnement de ce produit.

COMPÉTITIVITÉ



La compétitivité de l'économie d'un pays est sa capacité à produire moins cher que les pays avec lesquels il est en concurrence. La réduction du coût du travail permet à un État d'augmenter sa compétitivité et donc renforce ses entreprises et incite les investisseurs à investir, ce qui rend vigueur à l'économie et augmente le niveau d'emploi. Or nos entreprises belges souffrent d'un handicap salarial. Les salaires (autrement dit les charges sociales) sont beaucoup trop élevés en Belgique, ce qui met nos entreprises en difficulté face à la concurrence des entreprises étrangères. Il est donc nécessaire d'alléger les charges sociales. **"Le saut d'index sera maintenu, car il est indispensable pour la compétitivité de nos entreprises."** (Charles Michel)



La compétitivité est l'un des principaux alibis idéologiques légitimant les transferts de revenus du travail vers le capital. Elle s'opère par la réduction des salaires directs (par exemple, un saut d'index) ou indirects (les réductions de cotisations sociales) et permet de justifier le détricotage permanent des conditions de travail. Les conséquences sont négatives sur un plan social mais également économique puisque l'évolution des revenus des travailleurs ne suit pas celle des biens et services qu'ils produisent. Cette baisse de consommation casse la machine économique. **"La compétitivité est une régression intellectuelle et politique."** (Thomas Piketty)



Selon le Petit Robert, le mot compétitivité est de création récente : il n'est attesté qu'en 1960. Ce que le dictionnaire omet de préciser, c'est que le créateur (anonyme) du terme y a dissimulé une référence comico-critique. On y trouve en effet les syllabes "titi", qui renvoient au dessin animé de la même époque, Titi et Grosminet. Tous les épisodes de cette série animée sont effectivement basés sur l'impitoyable compétition d'un gros matou et d'un petit canari, mais avec cette particularité que le plus faible l'emporte systématiquement. CQFD !

COUCHES SOCIALES



A l'ère de la globalisation, parler de "classes" sociales est résolument dépassé. Il est d'ailleurs inopportun d'utiliser un mot dont les relents de marxisme ne font qu'attiser les revendications. D'autant que, dans la "lutte des classes", le gagnant est déjà connu. Pour user d'un langage plus soft, l'expression de "couches" sociales sera privilégiée.



Il s'agit tout bonnement des classes sociales, terme qu'on peut utiliser sans trop de complexes. Pour endormir les auditeurs et éviter les mots qui fâchent, les faiseurs de discours ont recours à une flopée d'euphémismes. Il est donc sans doute plus reposant de parler de "couches sociales".



Comme les couches sont en principe horizontales, elles risquent moins de provoquer des mouvements intempestifs tels que des "montées au créneau" ou des "levées de boucliers". Il s'agit surtout de laisser le capital gonfler en paix dans sa terrine.

CROISSANCE



La croissance - accroissement de la production des biens et services - est impérative pour que des sociétés puissent maintenir leur niveau de vie. Les promoteurs de la décroissance font preuve de la plus parfaite mauvaise foi s'ils affirment que la décroissance continuera à assurer des écoles gratuites pour leurs enfants, le remboursement des soins de santé et un égal niveau de confort. La croissance exige au contraire le maintien d'une compétitivité sans failles et par conséquent les efforts de toute la collectivité.



La croissance, considérée comme un objectif en soi, autorise l'utilisation de moyens barbares et peu démocratiques. Optimisation fiscale d'un côté pour faire croître les profits, contrôle assidu des chômeurs de l'autre pour diminuer les aides. La croissance est la belle excuse des nantis pour distribuer les récompenses aux plus riches et les pénitences aux plus pauvres. En outre, la société de croissance bâtie après-guerre a engendré des dégâts environnementaux irréparables et mène inéluctablement à l'épuisement de la majorité des ressources naturelles non renouvelables (pétrole, gaz, uranium, terres rares, etc.).



La croissance économique, c'est comme un arbre qui grandit. Les Anglo-Saxons ont judicieusement appelé "plant" une exploitation industrielle. A noter qu'actuellement le terme "exploitation" est généralement suivi par l'adjectif "agricole", soulignant encore le fait qu'une exploitation, comme une plante, doit être généreusement arrosée pour croître. La définition ne précise pas ce qu'il convient de faire quand l'arbre est mort et menace de s'effondrer sur nos têtes.

Bien envoyé, Christian !

La **CROISSANCE** ? C'est le Graal de l'économie, ce qui prétend tout résoudre et garantir l'emploi. Mais quelle croissance ? La courses à produire de plus en plus, pour consommer toujours plus quelles qu'en soient les conséquences sociales et environnementales ? La croissance des inégalités ?

L'exigence d'une augmentation infinie de la production, de la consommation, engendre une société du gaspillage, de la dégradation des conditions de travail pour un nombre croissant de travailleuses et de travailleurs, de la destruction de la planète.

Quel est le sens de pouvoir consommer n'importe quel aliment, quelle que soit la saison et le lieu de production, au prix de transports planétaires énergivores ? Le baromètre actuel de la croissance ? L'évolution du PIB – le Produit Intérieur Brut. Il est le reflet de cette croissance débridée. Où sont les priorités ? Où est la logique ?

Il faut d'autres indicateurs plus adéquats de ce progrès recherché : indicateur du développement humain, de la santé sociale, du bien-être économique...

Il est temps de penser la croissance sur une autre base, celle du progrès économique ET social à la fois. Un progrès économique soucieux du respect de notre environnement et doublé d'un réel progrès social qui procure plus d'égalité et de bien-être économique.

Christian Kunsch,
Président du Moc



Bien envoyé, Denis !

LE "POIDS" DE LA DETTE PUBLIQUE !

Qu'évoque d'emblée ce poids ? Selon le discours dominant, les pouvoirs publics auraient dépensé sans compter et les Belges auraient profité de manière inconsidérée des soins de santé, des pensions et d'autres avantages (...). Les Belges auraient vécu au-dessus de leurs moyens. Il faut payer la dette ; l'austérité est une nécessité ; les réformes structurelles et les sacrifices sont un mal nécessaire.

Voilà en résumé le principal message diffusé dans la population par la majorité des partis traditionnels, des mandataires politiques, et des grands médias, privés et publics. D'où l'importance de travaux, comme celui de l'audit citoyen de la dette en Belgique (ACiDe) pour répondre aux questions : d'où vient la dette ? Qui en a profité ? A quoi a servi l'argent ? L'ACiDe avance des mesures concrètes pour sortir du cercle vicieux de la dette et de l'austérité.



Denis Horman

DÉFICIT STRUCTUREL



Le déficit structurel correspond à un solde négatif des finances publiques, sans tenir compte de l'impact de la conjoncture sur la situation des finances publiques. Si le solde est positif, il s'agit d'un excédent structurel. La conjoncture économique est l'ensemble des éléments qui caractérise la situation économique d'un pays à un moment donné. La conjoncture désigne ce qui est susceptible d'être modifié à court terme, par opposition avec la structure qui désigne les éléments fixes et permanents d'une économie.



Le "déficit structurel" implique que les comptes (en général, ceux de l'État) sont dans le rouge et qu'on les y maintient année après année. Reste à savoir pourquoi ! Ce n'est pas une simple erreur technique (oh ! Ils ont encore mal compté), mais bien un choix politique : on choisit par exemple de continuer à payer des dettes illégitimes (qui remontent parfois à une centaine d'années, quand bien même elles auraient été contractées par un dictateur ou en temps de guerre), à ne pas taxer les excessivement riches, à laisser s'envoler les bénéfices des entreprises dans des paradis fiscaux, etc.

Le discours néolibéral met généralement la faute sur le "filet social" comme la Sécurité sociale et différents services publics. "Le trou de la sécu a encore tout englouti...". Avec une dette belge qui dépasse la totalité du PIB, c'est une grosse couleuvre à avaler...



Peu connu du grand public, le terme de "déficit structurel" est pourtant utilisé à foison par les architectes pour parler d'une construction dont la structure (c'est-à-dire les poutres, le toit ou la chape de béton) n'est pas d'une grande fiabilité et tendrait même à devenir dangereuse. De même que les architectes abusent généralement durant leurs études de l'expression "je suis charrette" pour dire "je suis en retard sur un projet", les maîtres d'ouvrage raffolent de débâter le déficit structurel de bâtisses connues. La Tour de Pise étant l'exemple le plus parfait dans le domaine.

DEMANDEUR D'ASILE



Migrant qui voyage en fonction des crises à répétitions (guerres, économiques, climatiques...), du lieu où il est né vers d'autres lieux "plus cléments" et où il espère que les pays dits riches l'accueilleront et lui donneront une sécurité et un travail en lien avec ses compétences professionnelles.



L'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme stipule :

- A) Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État.
- B) Toute personne a le droit de quitter son pays et de revenir dans celui-ci.

Cette Charte, signée par de nombreux pays il ya 70 ans, n'est pas respectée par la plupart de ceux-ci.

Pour tout progressiste de l'Humanité, tous les êtres humains sont des citoyens du monde, et comme le dit Maxime Le Forestier dans sa chanson : "Etre né quelque part, c'est partir quand on veut et revenir quand on part. Est-ce que les gens naissent égaux en droits, à l'endroit où ils naissent ?".

Notre liberté de voyager ou de migrer ne commence-t-elle pas là où commence également celle de nos voisins, proches ou lointains ?



Personne qui a 90 % de chance de voir sa demande de protection rejetée aux motifs que son récit est peu crédible puisqu'il ne se souvient plus du prénom de la 3^e épouse du dictateur du pays d'où il vient.

DÉVELOPPEMENT DURABLE



Synonyme de "croissance verte", le développement durable est une stratégie de développement économique qui se veut respectueuse de la nature et de la demande des consommateurs de produits plus "verts". L'objectif est de stimuler la croissance tout en préservant

la planète. Par exemple, une logique de développement durable appliqué à l'automobile consiste à concevoir une gamme de modèles qui émettent un petit peu moins de CO² que les autres. L'essentiel n'est bien sûr pas la diminution réelle de la pollution globale qui est engendrée par l'utilisation de l'automobile, mais le petit effort symbolique qui permet de persuader le client qu'il fait un geste pour la planète.



Selon la définition donnée dans le rapport Brundtland en 1987, le développement durable est un développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Il a constitué, un temps, l'espoir d'un nouveau paradigme de développement, à la croisée des contraintes économiques, des droits sociaux et des limites écologiques. Mais l'utilisation de ce concept à toutes les sauces, dans toutes les sphères et principalement à des fins de greenwashing a conduit, au début des années 2000, à abandonner ce qui était devenu une supercherie. Le développement durable n'a jamais existé à l'échelle globale.



Phénomène d'élévation de la taille des enfants qui ont été biberonnés aux pesticides, OGM, hormones de croissance et autres poulets aux antibiotiques. On parle de développement durable lorsque la taille moyenne des adolescents augmente de plus de 30 cm à chaque génération. Ce qui portera la taille moyenne à 2m50 en 2050. Ce phénomène de développement durable est analysé par un institut de recherche suédois sponsorisé par Hache&Aime, une célèbre marque de prêt-à-porter, qui y voit une niche intéressante pour faire croître son chiffre d'affaires.

DISCIPLINE BUDGÉTAIRE



La discipline est l'ensemble des règles de conduite communes imposées aux membres d'un groupe, d'une collectivité, d'une organisation sociale... afin d'y faire régner l'ordre et de garantir son bon fonctionnement.

La discipline désigne aussi l'obéissance à ces règles, l'aptitude à s'y soumettre. En politique économique, le gouvernement peut par exemple compenser un ralentissement de la demande privée par une augmentation des dépenses publiques afin de stimuler l'économie, mais avec pour conséquence une augmentation du déficit public. À l'inverse, lorsque la croissance économique est élevée, la discipline budgétaire permet de réduire le déficit public, voire de constituer des excédents qui pourront être utilisés pour diminuer la pression fiscale sur les entreprises.



Le concept de "discipline budgétaire" (pour ne pas dire serrage de ceinture obligatoire) est principalement apparu avec la création du Pacte budgétaire européen, signé par 25 des 28 États membres de l'Union européenne sur la convergence de leur union économique et monétaire, notamment la zone euro. Entré en vigueur en 2013, il impose aux États un ensemble de règles budgétaires, notamment pour limiter l'endettement des États. Sous un vernis technique de "bonne santé", l'Europe s'immisce très pernicieusement dans la politique des États : au nom de la "discipline", on peut couper tout ce qui dépasse ! Que ce soient des investissements publics lourds, des politiques sociales, etc. Mais le propre de l'Union européenne, c'est que ce sont les mêmes qui fixent les règles du jeu et qui les font appliquer, c'est-à-dire les gros États... Le concept est d'autant plus vicieux qu'en pensant "discipline", on pense à une règle qu'on s'impose morale, qu'on s'impose soi-même, souvent par respect pour les autres...



Le budget a de nouveau désobéi. Quelle angoisse pour nos ministres ! Vu les cotations des agences de notations, il est normal de passer le budget en conseil de discipline. La discipline budgétaire aide donc à faire rentrer le budget dans les rangs.

DIVIDENDE



Contrairement au salarié qui ne prend aucun risque, l'actionnaire est bel et bien un philanthrope puisqu'il ose investir au lieu de thésauriser. **Alors que le salaire versé au salarié enrichit ce dernier, rien de tel pour l'actionnaire et son dividende.** Car le paiement du

dividende ne fait que modifier la composition du portefeuille de l'actionnaire. Au total, quelle que soit la façon dont on analyse la problématique du versement de dividende, ce dernier ne se traduit pas par un enrichissement de l'actionnaire.



Si le dividende ne rapportait rien, il y a longtemps que l'actionnaire figurerait sur la liste des espèces disparues. Or, on sait que la cause principale de l'augmentation du chômage et des inégalités sociales dans le monde est l'avidité des actionnaires qui réclament des dividendes, des "retours sur investissement" de plus en plus élevés. D'où le dicton célèbre : "Trop de dividendes tue l'emploi". Il pourrait à lui seul résumer l'excellent film de François Ruffin, *Merci Patron* ! A voir absolument !



La division est une des quatre opérations élémentaires. Elle permet de faire des partages ou des répartitions. Le résultat d'une division s'appelle le quotient. Il est possible d'obtenir un quotient sans être intellectuel, il suffit de disposer d'une calculatrice. Si on veut couper un cheveu en quatre, un quart sera le diviseur, un quart sera le quotient et les deux quarts restants seront les dividendes. Un dividende de 50%, c'est vraiment une très belle opération boursière !

DOGME



L'économie capitaliste est la seule voie possible pour un développement harmonieux de la société. Elle est la seule qui permet une croissance qui profite à l'ensemble de la population, permet l'innovation et la mise sur le marché de produits nouveaux. Cette affirmation peut sans doute apparaître comme une croyance forte. Mais l'économie n'est pas un jeu de hasard. Elle se base sur des règles précises qui sont issues de principes généraux que l'on nomme dogmes.



Les économies néolibérales sont guidées par des principes érigés en dogmes, des principes quasi religieux qui veulent faire croire au bien et au mal. Le mal serait l'intervention de l'État et la nécessité d'une forte dimension sociale. Ce sont précisément les dogmes aveugles et leurs traductions dans des politiques qui le sont tout autant qui conduisent les économies de nombreux pays dans le mur entraînant des drames sociaux et des politiques d'austérité qui ne font qu'accroître les inégalités.



Le dogme est aussi appelé "syndrome de la page blanche". C'est la peur que rencontre un étudiant ou un écrivain de n'avoir aucune inspiration et d'être dans l'obligation de rentrer une page blanche, sans la moindre écriture. Aucun médicament ne semble en mesure de remédier à cette peur. Certains recourent alors à de vieilles méthodes comme celles des moines copistes qui, pour éviter la page blanche, invoquaient "Saint Spiration", d'où le caractère parfois religieux du dogme.

SI UN MANANT SE
PERMET DE FAIRE INTRUSION
SUR LE TERRAIN DES MOTS
...

JE LÂCHE MES
DOGMES!



Bien envoyé, Christian !

Une simple instruction du peuple dispensant un savoir, aussi pertinent soit-il, ne suffira pas si elle ne s'accompagne pas, comme ce fut le cas au moment de l'élaboration des Cahiers de doléances en 1789, de la construction de nouvelles intelligences et représentations collectives du monde permettant de donner un avenir au futur.

L'ÉDUCATION POPULAIRE peut et doit contribuer à ce processus nécessaire et ambitieux en œuvrant dans trois directions complémentaires et convergentes : l'émancipation qui consiste à sortir, aussi modestement que cela soit (une prise de parole, une indignation publiquement exprimée, un premier acte de résistance...) de la place qui vous a été assignée par les conditions sociales, les appartenances culturelles, le genre ou les handicaps de toutes sortes ; l'augmentation de la puissance d'agir permettant aux individus de reprendre leur destin en main ; l'engagement dans les transformations des rapports sociaux et politiques jugées pertinentes et que les situations imposent.

On comprend ainsi que l'éducation populaire est tout le contraire d'un acte pédagogique autoritaire qui va de ceux qui savent aux apprenants. Elle est un processus d'autorisation à dire et à faire ce qui était ou semblait préalablement interdit.



Christian Maurel, "Un immense besoin d'éducation populaire" dans Le Monde, le 2 février 2011

ÉDUCATION PERMANENTE



Selon le *Petit Larousse illustré*, l'éducation permanente signifie "*l'enseignement qui est dispensé tout au long de la vie professionnelle*". Les auteurs de ce dictionnaire ont puisé cette définition dans la littérature de l'Union européenne. Elle s'accorde avec l'ambition d'une

Europe qui se veut n°1 de l'économie de la connaissance. Les travailleurs doivent se former en permanence pour acquérir de nouvelles compétences leur permettant de soutenir la concurrence, chercher de nouvelles opportunités, viser l'excellence, s'adapter à la conjoncture économique et aux évolutions technologiques.



Qui a le droit de s'intéresser à la politique, à la "vie de la Cité", au vivre ensemble ? Tout le monde. Qui en a le pouvoir ? Pas tout le monde ! L'éducation permanente ou éducation populaire, c'est le chemin de traverse à prendre

pour se faire entendre même si on n'y est pas invités. Un chemin collectif, bien sûr : on confronte ce qu'on vit concrètement. On observe quelles en sont les causes. Et on cherche ensemble les solutions pour changer le système, vu qu'on a TOUS besoin d'un emploi stable, d'un logement, d'une protection sociale...



Mon grand-père m'a avoué un jour que personne n'aimait le coca-cola, quand les militaires l'ont distribué par camions entiers à la Libération. D'ailleurs à la base, ce n'est pas une boisson, c'est un médicament. (Ca dérroule

les vieux clous aussi). Mais l'entreprise coca-cola est n°1 depuis des lustres en matière d'éducation permanente. Au sens littéral : éduquer en permanence. Leur truc : négocier les kits de sauvetage avec l'armée américaine. Chaque fois que les GI's débarquent quelque part dans le monde, ils offrent à la population du coca à gogo. Plus les gens sont réellement contents de les voir, plus ils s'efforcent de s'habituer au coca pour devenir un jour un super américain comme tout le monde. Et dans le quartier de mon grand-père en 1944, ils étaient très contents de les voir ! Ça ne les a pas empêchés de continuer à boire de la bière, mais au moins un peu d'éducation coc-ameri-cola leur sera restée en permanence.

ELITE



L'élite est la couche supérieure de la société. Elle est formée par les individus supérieurs qui, avec beaucoup de dévouement, prennent en charge la conduite politique, économique et morale du pays. Si l'on parle souvent des élites, c'est parce que les individus supérieurs possèdent des talents dans bon nombre de domaines.



L'élite est un nom noble qui sert à masquer ou à justifier de profondes inégalités de revenus. L'élite s'autobaptise ainsi avec beaucoup d'arrogance pour faire croire qu'on a besoin d'elle pour tirer le peuple vers le haut. Elle s'attribue le droit d'user de privilèges et de partager des informations réservées à des initiés. L'élite actuelle est comparable au gentilhomme d'une époque précédente mais il n'a de gentil que le nom.



L'élite est comparable à la crème d'un cappuccino. Comme le "nuage de lait" au-dessus du café, l'élite domine le commun des mortels et craint par-dessus tout la petite cuiller qui viendra tout mélanger.

SI TU ÉTAIS PLUS AMBITIEUX, SI TU
T'ACTIVAIS, TU MONTERAIS DANS L'ÉCHELLE
SOCIALE, ET TU FERAIS COMME MOI
PARTIE DE L'ÉLITE !



EMPLOYABILITÉ



Améliorer l'employabilité des chômeurs est la solution au chômage de masse. Le problème aujourd'hui est que le monde bouge et que les travailleurs doivent accepter de s'adapter s'ils veulent rester bien positionnés sur le marché du travail. Le chômage massif que nous connaissons aujourd'hui n'est pas tant le fait d'un manque d'emploi, mais plutôt la conséquence du fait que trop de chômeurs sont inemployables parce qu'ils refusent de se former, d'acquérir des compétences, d'être plus flexibles, bref, de s'adapter aux réalités actuelles d'un monde de plus en plus concurrentiel. Le travailleur doit donc être activé et responsabilisé pour se mettre dans les bonnes conditions d'amélioration de son employabilité.



L'employabilité, ou plutôt le manque d'employabilité est le faux argument utilisé par les libéraux pour "expliquer" les raisons du chômage massif structurel. Le chômage serait donc la conséquence de l'inemployabilité d'un grand nombre de chômeurs : peu disponible, peu qualifié, peu flexible, trop exigeant, le chômeur moyen serait donc le responsable de sa situation. Il est à noter que le terme est aussi utilisé par la gauche traditionnelle qui certes, ne rend pas le chômeur responsable de son état, mais en fait une personne inadaptée, qu'il faut perfuser à coup de formations, resocialisation, coaching, etc. Tout ça empêchant l'émergence de solutions de fond, comme le nécessaire partage du temps de travail financé par une meilleure répartition des richesses et des gains de productivité.



L'utilisation du terme "employabilité" participe à déshumaniser un peu plus encore les relations de travail. Jusqu'il y a peu, l'utilisation du terme "employabilité" était plutôt réservée à des outils, des objets. Un marteau n'était employable que s'il avait un bon manche. Soit il faut remplacer le manche ou jeter le marteau. Il en est de même pour le travailleur sans emploi d'aujourd'hui qui n'est plus qu'un élément (même plus une ressource) sur le grand marché du travail, dans lequel l'employabilité est indispensable pour mener au graal (le CDI).

EMPOWERMENT



Littéralement, c'est l'action de prendre du pouvoir pour se renforcer. Il faut soutenir l'empowerment des individus et des pays les plus faibles pour qu'ils prennent leur destin en main, se responsabilisent, comprennent l'importance de l'effort individuel et cessent de réclamer des palliatifs sociaux à tout bout de champ. On pense ainsi à la Grèce qui devrait arrêter de saigner l'Europe et le FMI pour pallier à sa mauvaise gestion de la dictature des colonels, ou encore aux chômeurs qui se disent incapables de trouver un emploi alors qu'on sait pertinemment qu'il en existe au moins un pour 25 personnes en moyenne en Fédération Wallonie-Bruxelles.



Le concept d'empowerment a été d'abord employé aux États-Unis dans le cadre de la lutte des femmes pour la reconnaissance de leurs droits civiques et économiques au début du XX^e siècle. Le terme a ensuite été largement repris par les mouvements pour les droits civiques dans les années '60 (inspirés des méthodes du *community organizing* de Saul Alinsky). Il a depuis été détourné par la vague New Age et le "développement personnel", qui ne considère plus l'empowerment comme étant le fait d'une communauté (sexe, âge, origines, etc.) mais d'un individu.



Littéralement, c'est l'électrisation (power = électricité en anglais). On en trouve deux emplois très différents : il s'agit soit de l'utilisation de l'électricité à des fins létales pour soulager un pays ou une entreprise de ses individus les plus faibles et les moins obéissants et conformistes ; soit de "l'électrisation" que l'on ressent lorsqu'on se bat pour ses droits en groupe de façon solidaire et juste.

Bien envoyé, Olivier !

On ne dit plus «patrons». Le capitalisme, qui s'y connaît en fraude fiscale, affectionne les sociétés écrans, tout comme les mots écrans. Le terme «patrons» est devenu trop connoté à son goût, chargé d'un sens inégalitaire que ses opposants idéologiques ont réussi à lui accoler.

Afin d'employer des terminologies plus consensuelles, les grands patrons ont élaboré, non sans l'aide de publicitaires, un nouvel intitulé pour le syndicat qui défend âprement leurs intérêts : le 27 octobre 1998, le Medef (Mouvement des entreprises de France) voit le jour. Il succède au CNPF (Conseil national du patronat français), fondé en 1945.

Voilà nos riches patrons de la veille promus «**ENTREPRENEURS**» en un claquement sémantique. Ce nouveau nom ne présente que des avantages : il recouvre une certaine portée égalitariste en situant le dirigeant d'une grande multinationale à pied d'égalité orale avec n'importe quel autre employeur, artisan, commerçant ou autoentrepreneur, qui peut parfois n'exploiter que lui-même. Ce bloc des «entrepreneurs» éloigne ainsi du regard l'oligarchie économique et financière qu'il abrite. En outre, cette nouvelle appellation a un autre mérite : elle se débarrasse d'une désignation jusque-là synonyme de domination. Un «patron» exploite, un «entrepreneur» entreprend, il bâtit un projet, agit et s'attelle à un ouvrage.



*Extrait de Olivier Besancenot,
Petit dictionnaire de la fausse monnaie
politique, le Cherche-midi, 2016.*

ENTREPRENEUR



L'entrepreneur est la personne-moteur de notre économie. Il faut séduire et attirer les entrepreneurs, en ne les accablant pas ni de réglementations ni de taxes, voire en aidant et subsidiant leurs projets, pour qu'ils puissent investir et faire croître notre économie.

L'entrepreneur est celui qui prend des risques pour créer et développer une activité économique, et les politiques publiques doivent valoriser cette prise de risque.



Les entrepreneurs investissent de l'argent (qui très souvent n'est pas le leur) dans l'économie et organisent leur activité dans l'unique but de créer une plus-value sur cet investissement. Ils ponctionnent donc l'économie car une partie significative de la plus-value produite par le travail doit leur être versée comme rétribution de leur apport en capital (ou en crédit s'ils ont emprunté ce capital).



Entrepreneur est un mot dont la signification s'apparente à celle du terme "entremetteuse".

Mais à la différence des entremetteuses, généralement des femmes, qui servaient d'intermédiaires à des intrigues amoureuses dans des temps pas si lointains, les entrepreneurs servent d'intermédiaires à des ébats passionnés entre politiciens de partis rivaux. Ils déclenchent des véritables coups de foudre entre certains hommes et femmes politiques particulièrement... entreprenants.

ÉVALUATION



Le monde actuel de compétition et de compétitivité impose une vérification permanente des scores réalisés et des records à atteindre. Pour la comptabilité des entreprises, cette vérification s'opère au travers des bilans qui peuvent être mensuels, trimestriels ou annuels.

Pour les outils de production, des contrôles et mesures sont réalisés périodiquement et les amortissements permettent le remplacement de ces outils en fin de vie. Pour le personnel, les mesures et contrôles sont appelés évaluation. Des amortissements autres que des diminutions de salaires n'étant pas possibles, il est normal que la rotation soit plus rapide et qu'une bonne gestion anticipe la fin de vie.



L'évaluation est le terme utilisé pour signifier "pression" et paraître plus politiquement correct. Il s'agit en tout temps de contrôler si l'individu est rentable, s'il ne pourrait pas l'être davantage et de s'en débarrasser s'il ne l'est pas assez.



Eva Luathion est une sociologue américaine des années '30 qui s'est spécialisée dans les méthodes d'évaluation de la productivité des ouvriers dans l'industrie automobile, en pleine expansion. Ce sont ses théories qui ont inspiré la magistrale prestation de Charlie Chaplin dans le célèbre film "Les Temps modernes".

Elle est gonflée!

[Au sujet du deuxième pilier de pension]
La FEB appelle tous les partenaires sociaux à négocier cet important dossier de manière sereine. Elle est convaincue qu'en permettant aux employeurs de maîtriser leurs charges, on pourra passer d'un lose-lose à un **win-win** et donc à une extension du deuxième pilier de pension.



**Fédération des entreprises
de Belgique**

Centre de compétence Emploi
et Sécurité sociale, 18 mars 2015

Commentaire

Le win-win : le "gagnant-gagnant" ! "C'est la tarte à la crème de toutes ces belles personnes qui trônent au sommet du pouvoir et qui réclament de nous toujours plus de sacrifices. Et nous serions censés être les premiers gagnants de nos pertes. Renoncer à tout ou partie de nos acquis sociaux, au fait d'avoir encore un travail, aurait pour contrepartie une meilleure santé de nos entreprises, qui, demain, pourront à nouveau embaucher.

Se passer de la prestation de services publics, faute de moyens que lui extirpe le gouvernement au profit d'entreprises privées, c'est soi-disant investir dans notre avenir, parce que, demain, ces mêmes entreprises pourront développer le travail". Bon nombre de salariés peuvent témoigner de ce jeu de dupes !

Bien envoyé, Christine !

L'**EXCELLENCE** c'est joli. Mais l'excellence en quoi ? Un enseignement d'excellence par exemple, qu'est-ce qu'on entend par là ? Former les meilleurs dans les cases qui conviennent aux entreprises ? Miser sur la compétition pour bien apprendre à se marcher sur les pieds, à considérer tous ses petits camarades de classe comme de futurs concurrents à abattre ?

Un excellent enseignement, pour nous c'est d'abord un enseignement qui ne reproduit pas les inégalités sociales de la société, mais qui donne les moyens à chacun de se cultiver, d'apprendre, de se former et d'avoir des clés pour réfléchir. Ça marche mieux si on coopère car on n'est pas intelligents tout seuls (le débat est plus productif) et si on est solidaires, pour financer collectivement un enseignement gratuit, donc vraiment accessible à tous. Commençons par cette excellence-là.



Christine Steinbach

EXCELLENCE



L'excellence, nous dit le dictionnaire, c'est un degré éminent de qualité, de valeur de quelqu'un, de quelque chose, dans son genre. *Le Petit Larousse* va jusqu'à parler de perfection. A tout le moins ce qui est excellent est supérieur dans son genre !

Blink ! blink ! L'excellence sera de toute façon remarquable. Ce qui permettra donc d'être remarqué. Et a fortiori de sortir du lot ! A l'école, la cote d'excellence viendra notifier cette supériorité.

L'excellence forcera ainsi le respect, voire l'admiration : *S'il plaît à Votre Excellence* ! Et cette fois avec majuscules ! Car les personnes à qui le titre s'adresse sont bien entendu supérieures : un Ministre, un Evêque ou un Ambassadeur...



Tout dans la société nous invite, voire nous contraint à viser l'excellence. Que de choses se mesurent aujourd'hui à l'aune de l'excellence ! Les performances de notre enseignement sont insatisfaisantes ? Le "Pacte pour un

enseignement d'excellence" voit le jour ! Parce qu'il "**doit progresser encore largement en matière d'équité, de performance, de modernité et d'efficacité**", nous dit la ministre Milquet.

Notre économie est moins concurrentielle ? C'est l'excellence de nos produits qui pourra compenser !

Progresser, s'améliorer, se confondrait-il de nos jours à l'obligation d'exceller ? Autrement dit à être capable de faire des choses supérieures ou tout simplement à être supérieurs...

Et tous ceux qui ne le peuvent pas alors ?



L'excellence, c'est que du rire et du plaisir! Haha, excellente, cette bonne blague ! Hmm, excellent ce ragoût ! L'excellence, version épicurienne, c'est la saveur suprême ! C'est la délectation, la plénitude des sens, la

béatitude extrême, le nirvana bouddhiste, le septième ciel des occidentaux, l'apogée du bien-être, le zénith des sensations, le...

Hola ! Hola ! On se calme ! Ou ça risque de virer de l'excellence à l'impertinence...

FLEXIBILITÉ



Qualité de ce qui est souple. Ce dit aussi de quelque chose qui peut s'adapter rapidement. L'aptitude à se plier. En économie, la flexibilité est la capacité que possède une entreprise à s'adapter rapidement et efficacement à une situation, à faire face aux

changements. C'est le leitmotiv politique et patronal visant à ajuster l'emploi aux fluctuations du marché. C'est ainsi qu'elle augmentera ses profits en rendant plus souples les réglementations concernant la durée et les horaires de travail de ses employés. Comment ? En les adaptant aux fluctuations saisonnières, hebdomadaires voire journalières, en généralisant le temps partiel et le chômage temporaire...

En résumé, une politique d'emploi où l'emploi atypique se transforme en emploi typique.



La flexibilité sous ses différentes formes est une manière de déréguler la durée du travail (journalière, hebdomadaire, annuelle,...) en adaptant les horaires des travailleuses et travailleurs aux seuls impératifs

économiques. Pourtant, une interprétation progressiste pourrait faire de la flexibilité une organisation du temps de travail visant à prendre en compte la diversité des situations des personnes tout en organisant les conditions sociales. Exemples : une réduction du temps de travail couplée à des démarches sur les retraites, sur les congés, sur la valorisation du congé-éducation payé, sur les rythmes de travail...

En résumé : Une flexibilité, d'accord... mais dans l'intérêt des travailleurs, pas des actionnaires !



Procédé principal de gestion des ressources humaines qui consiste à vouloir transformer un syndicaliste en contorsionniste. De là l'expression populaire "ce mec est souple comme un burin !"

FRAUDE SOCIALE



Magouilles qui permettent aux pires fainéants d'échapper à toute forme d'activation douce. Le fraudeur social est un parasite accroché comme une tique à la gorge des honnêtes gens et ce phénomène prend une telle ampleur qu'il pourrait bien mettre à mal l'ensemble de notre société basée sur le mérite...



La fraude sociale recouvre principalement le travail au noir et les domiciliations fictives permettant d'échapper au statut de cohabitant. Dans ce cas, elle concerne des personnes qui ont une allocation de survie qui se situe bien souvent en dessous du seuil de pauvreté et comporte des risques sérieux pour les personnes à cause d'une répression farouche. Bien que traquée par le gouvernement et décriée dans les médias, la fraude aux allocations concerne moins de 2% de la population. Quant à la fraude fiscale, elle sévit en toute tranquillité...



Forme tarabiscotée de redistribution des richesses, également appelée "robindesboisement". La taxe "Robin des bois" vise donc à prendre aux riches (en taxant la spéculation financière) pour redistribuer aux pauvres afin d'éviter à ceux-ci de devoir marauder pour survivre.

GENDER BUDGETING



Le Conseil de l'Europe définit le gender budgeting ou budget sensible au genre comme étant la "*mise en œuvre de l'intégration de la dimension de genre dans la procédure budgétaire*".

C'est une approche économique qui prend conscience du rôle et de la place des femmes dans la vie active et dans l'économie. Cette approche a pour objectif final d'impulser le travail des femmes en investissant en elles. L'idée est d'optimiser le degré d'économie, d'efficacité, d'efficience du travail des femmes, et donc le profit des entreprises.



Le gender budgeting doit être un outil pour chercher à changer les inégalités existantes et à distribuer et orienter plus efficacement et équitablement les ressources. Le but est d'analyser comment les dépenses publiques promeuvent ou empêchent l'équité de genre, quel est leur impact sur les hommes et les femmes. Par ailleurs, il sert à intégrer la perspective de genre dans les politiques publiques, pour faire reconnaître et valoriser le travail visible et invisible des femmes dans l'économie des pays. Enfin, il agit comme instrument de contrôle et de participation citoyenne. Le gender budgeting est un outil encore très peu utilisé au sein des institutions.



Le gender budgeting est un truc incompréhensible inventé par des féministes frustrées et en manque d'attention pour compliquer la tâche des politiques dans le but d'atteindre l'égalité homme-femme... "Vous pouvez voter et mettre des pantalons, l'égalité elle est déjà là, non ? Comme si ça n'était pas déjà assez compliqué comme ça ?!"

DU GENDER BUDGETING, OK
MAIS POUR FAVORISER UNE
COMPÉTITION LOYALE:

D'HOMME À HOMME!

READY
SET...



GOVERNANCE



Après avoir été utilisée en ancien français comme équivalent de "gouvernement", la gouvernance traverse la Manche. Son grand retour s'effectue à la fin des années 1980 dans les discours de la Banque mondiale et du FMI. Il s'agit d'un concept extrêmement malléable qui a l'avantage de redéfinir a minima le rôle de l'État par la promotion d'une *"gestion néolibérale de l'État qui se traduit par la déréglementation et la privatisation des services publics"*¹. Elle induit par conséquent une mutation du rôle étatique : elle signifie désormais l'art de gouverner sans gouvernement. La notion et les pratiques qu'elle désigne visent à brouiller la différence entre État et société civile, entre sphère publique et sphère privée. Elle constitue ainsi le signifiant d'une nouvelle façon de gouverner la société où tout le monde est partenaire de tout le monde.



Un mot creux engendre une pensée creuse. La gouvernance promet en quelque sorte un évanouissement de la politique et sa confiscation par la gestion. On serait tenté d'aller plus loin et de dire qu'avec la gouvernance, il n'y a plus besoin d'État, puisqu'il n'y a plus de chose publique, mais seulement des intérêts privés. La gouvernance cherche *"à ranger la chose publique au rang des vieilleries et à la remplacer par l'ensemble des intérêts privés, supposés capables de s'autoréguler"*². Or, rappelons que *"L'État est le seul qui puisse garantir la liberté individuelle"*³.



Synonyme de navigation, la gouvernance permet de nager en eaux troubles, de voguer au gré des vagues mais la présence de nombreux pilotes entraîne de nombreux remous avec toutes les conséquences graveleuses que nous pouvons aisément imaginer.

1. Jacques B. Gélinas, Dictionnaire critique de la globalisation, Montréal, Éditions Eco société, 2008, p.151.

2. Dany-Robert Dufour, Le divin marché, Paris, Denoël, 2007, p.155.

3. Dany-Robert Dufour, op. Cit. p.158.

LA BONNE
GOUVERNANCE
C'EST
SILENCE
ESCLAVES !

LA BONNE GOUVERNANCE, C'EST MOI
QUI VOUS INDIQUE LA BONNE DIRECTION



GRÈVE



Arrêt volontaire de travail de la part des travailleurs en signe de protestation. Moyen de pression qu'utilisent trop régulièrement les syndicats afin d'obtenir de nouveaux droits. Cela se fait le plus souvent au détriment des entreprises dont la marge bénéficiaire diminue, limitant ainsi le recours à de nouvelles embauches. Les citoyens sont souvent pris en otage et privés de leurs droits (c'est le cas par exemple quand il s'agit des transports en commun) alors qu'ils ne portent aucune responsabilité dans les différends entre les travailleurs et les employeurs. Un service minimum permettrait de garantir le droit des usagers et citoyens, et de responsabiliser les syndicats.



Moyen de pression actionné par les syndicats afin d'essayer de conquérir de nouveaux droits ou simplement de conserver ceux déjà obtenus après d'âpres négociations. Souvent utilisée après des essais infructueux de dialogue et de concertation avec le patronat ou le gouvernement, elle exprime aussi la solidarité des travailleurs afin d'obtenir les mêmes conditions pour tous. La majorité des droits sociaux et politiques furent conquis par les travailleurs et la population grâce à des mouvements de grève.



Du latin populaire "grava", le mot grève a probablement une origine gauloise. Avec ou sans filtre, l'Histoire ne le dit pas. C'est sans doute pour le respect des traditions gauloises qui riment avec cervesoise que la bière est devenue un ingrédient indispensable de ce que l'on nomme aujourd'hui "piquets de grève", piquets où l'on n'enroule aucun fil sauf peut-être le fil de l'Histoire.

Bien envoyé, Christine !

Quand on attaque le **DROIT DE GRÈVE**, il faut se demander à qui ça profite. La grève intervient quand les tentatives pour obtenir des résultats dans une concertation échouent. Il y a des tas de conflits qui se règlent sans grève, des droits qui évoluent positivement sans arrêt de travail, parce qu'on négocie. Faire grève et peser ainsi sur le pouvoir économique est un ultime recours.

Cela dit, les entreprises ou leur actionariat pèsent autrement lourd sur l'économie ! Quand on ferme une entreprise rentable (mais pas encore assez pour augmenter les dividendes), ça pèse ! Mittal a vachement pesé sur l'économie wallonne. Quand on investit les bénéfices dans la spéculation financière plutôt que dans la production de biens et la création d'emplois, ça pèse aussi.

Christine Steinbach



Bien envoyé, Denis !

Ils nous parlent de "HANDICAP SALARIAL" et de "coût du travail" trop élevé ! Voilà qu'avec la "crise", des millions de salarié-e-s, avec ou sans emploi, sont rebaptisé-e-s "coût du travail" ! Force de travail, achetée par les détenteurs des moyens de production, nous voilà devenus des charges, un handicap : en deux mots, le problème ! Ils veulent occulter la vérité : les travailleur-euses leur ramènent bien plus de valeur ajoutée qu'ils-elles n'en perçoivent en retour, sous la forme des salaires. Comme disent les Métallos de la FGTB, "sans notre travail, leur capital ne vaut pas un balle" !

Et de plus, le "coût du travail", de la force de travail ne fait que diminuer à cause de la productivité horaire, elle qui n'a fait qu'augmenter depuis des dizaines d'années. Ce travail gratuit, cette plus-value extorquée aux travailleurs, est la source de plantureux profits. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 2014, les entreprises non financières belges ont réalisé plus de 57 milliards de profits. Elles en ont redistribué 54 milliards à leurs propriétaires (leurs actionnaires) sous forme de dividendes. Cette dénomination "coût du travail", hypocrite, déshumanisante, culpabilisatrice en dit long sur la duplicité de grands patrons et politiciens !



Denis Horman

HANDICAP COMPÉTITIF



Se dit d'un pays ou d'une entreprise dont le personnel est surpayé et honteusement dorloté, principalement à cause des syndicats et d'idées aussi saugrenues que l'indexation automatique des salaires, qui empêche de prendre l'ascendant sur ses concurrents étrangers.



Expression d'une grande vulgarité qui signifie que le patron essaie sournoisement de calquer les salaires de ses travailleurs sur ceux des pays les plus pauvres afin de maximiser les profits de l'entreprise... sans envisager une seule seconde de remettre ses propres rémunérations en question pour atteindre ce but soi-disant louable.



Chaise roulante de course à forme aérodynamique, étudiée pour atteindre des vitesses vertigineuses (principalement en descente). Lors des Jeux Paralympiques, les handicaps compétitifs les plus avancés disposent d'ailerons permettant de quitter momentanément le sol pour réaliser d'impressionnants sauts en hauteur et en longueur. Il est également possible de monter ces chaises sur skis pour les Jeux d'Hiver.

NOUS SOMMES FIERS DE
NOTRE MODÈLE BELGE !

QUI FONCTIONNERAIT
TELEMENT MIEUX AVEC
DES SALAIRES CHINOIS
...

CE TYPE A
UN HANDICAP
COMPÉTITIF
MENTAL



INSIDER/OUTSIDER



Le marché du travail recèle des rigidités néfastes au développement économique. Par insider, on désigne la catégorie du personnel qui jouit de privilèges tels qu'un CDI, par exemple, et participe ainsi à cette rigidité. La gestion saine et dynamique d'une entreprise préférera limiter le nombre d'insiders afin de favoriser des outsiders qui n'ont pas d'emploi ou qui s'inscrivent dans des formes plus souples permettant une meilleure adéquation avec les réalités économiques. Dans certains secteurs tels que la grande distribution, le terme "outsider" est préféré à celui de « franchisé » car ce dernier a été récupéré par les syndicalistes pour faire croire que les conditions de travail et salariales y sont moins favorables.



Insiders et outsiders (in = dedans - out = dehors). Il s'agit d'une allusion à une division du marché du travail. Les premiers disposent, généralement, d'un statut et d'un salaire qui ont été conquis par l'action syndicale. Mais de plus en plus de travailleurs sont écartés de ces réalités et doivent se contenter de sous-statuts et de situations précaires. Ce sont les outsiders. S'ils sont écartés de l'emploi pendant une période relativement longue, ils risquent aussi d'être prêts à occuper des jobs pour un salaire moindre et de mauvaises conditions de travail.



Il s'agit des deux catégories de reporters de guerre. Les insiders sont ceux qui glanent leurs images en étant sur le terrain, à proximité des combattants. Les outsiders sont ceux qui, le plus souvent, au coin du feu ou au bar d'un hôtel de luxe transformé en salle de rédaction, commentent abondamment les faits qu'ils découvrent sur un écran.

INTÉRÊTS NOTIONNELS



Les intérêts notionnels sont une déduction fiscale dont le montant est proportionnel aux fonds propres de la société qui en bénéficie. Elle supprime la discrimination qui existait entre les sociétés qui se financent par l'emprunt et celles qui se financent par fonds propres. Les intérêts notionnels ont pour effet de favoriser les investissements des entreprises et de renforcer leur solvabilité. *"Increase your profits"* (Guy Verhofstadt et Didier Reynders, lors d'une mission internationale vantant les intérêts notionnels aux multinationales sous ce slogan).



Derrière les prétextes qui ont servi à vendre politiquement les intérêts notionnels, ceux-ci sont une disposition dont le but essentiel était de compenser la disparition d'un important cadeau fiscal belge aux multinationales (le régime des centres de coordination), condamné par la Commission européenne. Façonnés sur mesure pour ces bénéficiaires contrariés, les intérêts notionnels n'ont d'autre effet tangible que de réduire fortement la facture fiscale des grandes sociétés (aux dépens des finances publiques), sans favoriser ni les investissements, ni l'emploi.

"Chaque paradis fiscal essaie de trouver sa propre niche. En Belgique, il y a une volonté affichée d'attirer des grandes entreprises et de grandes fortunes qui veulent 'optimiser' leurs feuilles d'impôt." (Christian Chavagneux, rédacteur en chef adjoint d'*Alternatives Économiques*).



La dénomination officielle des intérêts notionnels, dans le code des impôts sur les revenus, est "déduction pour capital à risque". Un doute, toutefois, est apparu sur les mots "à risque" : se rapportent-ils à "capital" ou à "déduction" ? Depuis l'énorme dérapage budgétaire de la mesure (jusqu'à 6 milliards d'euros annuels au lieu des 500 millions prévus), les experts ont opté pour la seconde lecture : il s'agit d'une déduction pour le capital et cette déduction est à risque pour les finances publiques.

INTÉRIM



L'économie vise la satisfaction de la population (consommateurs, clients). Pour y arriver, les entreprises doivent mettre en place des politiques du personnel qui permettent de répondre à tout instant à la demande tout en conservant, pour le consommateur, un prix attractif.

C'est pourquoi l'embauche de travailleurs temporaires, dans le système dit de l'intérim, apparaît comme une nécessité. Ce système offre aux travailleuses et travailleurs de nombreux avantages. Outre un salaire identique à celui des autres travailleurs, l'intérimaire peut aussi quitter très facilement son emploi. L'employeur peut, au contraire, chaque semaine, durant de nombreuses années, proposer un nouveau contrat.



L'intérim est une des formes de l'esclavage moderne. Le travailleur n'a aucune stabilité d'emploi, son contrat pouvant être renouvelé ou au contraire arrêté, à l'issue de chaque semaine.

Dans l'espoir souvent déçu d'être engagé dans un contrat à durée indéterminée, nombre d'intérimaires se montrent très productifs et tout aussi dociles. Les travailleurs en contrat d'intérim ne font pas grève et font involontairement pression sur les travailleurs en matière de productivité.



Mais quelle est l'origine du mot "intérim" ? A l'origine, le mot intérim comprenait un accent, un trait d'union et un e final (quoique souvent utilisé au pluriel). Il s'agissait, effectivement d'un terme technique et littéraire qui, en

poésie, désignait l'ensemble des mots entre deux rimes (inter-rimes). Prenons un exemple. Dans l'œuvre du célèbre dramaturge et parfois poète Jean-Michel Charlier (1963 - 2057), relevons les vers suivants :

" Dans les groupes locaux des Equipes Populaires

On ne trouve guère de gens aux mines patibulaires".

Populaires et patibulaires constituant les rimes, le groupe "On ne trouve guère...." constitue l'inter-rimes ou l'intérim.

VOUS N'AVEZ
AUCUNE SÉCURITÉ
DE L'EMPLOI,
ALORS...

VOUS AVEZ INTERIM
À LA FERMER !!



INVALIDE



Personne qui ne travaille plus pour des raisons de santé et qui jouit d'une indemnité à charge de la collectivité. Beaucoup de chômeurs, exclus du système de chômage, tentent de se faire reconnaître en incapacité de travail par la mutuelle pour profiter de cette indemnité.

Après trois mois d'incapacité de travail, les personnes devraient suivre un plan de réintégration au travail. S'ils refusent, ils doivent bien sûr être sanctionnés.



Après un an d'incapacité de travail reconnue et contrôlée par les médecins-conseils des mutualités et de l'INAMI, une personne est reconnue invalide. Son indemnité représente alors 60% maximum du salaire perdu.

Considérées auparavant comme protégées du fait de leur santé précaire, ces personnes sont à présent la cible de la politique néolibérale qui les suspecte de carottite aigüe et veut les inciter à reprendre le travail au plus vite. Les sanctions pour les récalcitrants ne sont pas loin : Maggie s'apprête à sévir...



Le mot invalide a deux acceptions :

- S'il s'écrit en deux mots, c'est un homme, de petite taille, en bonne santé. Un nain valide.
- En un seul mot, c'est une personne qui vit sur la mutuelle. Et dont la vie est belle, paraît-il !

LIBERTÉ



La liberté est centrale dans le modèle économique. La première expression de ce droit fondamental est la liberté d'entreprendre. La propriété privée des moyens de production est essentielle et chaque individu, associé à d'autres ou seul, doit pouvoir créer une entreprise sans un excès de réglementations ou autres directives de l'Etat qui pourraient mettre des freins à cette liberté essentielle.



Le monde capitaliste et la droite réduisent souvent la liberté à celle de l'employeur, parlant de la liberté d'entreprendre ou de la liberté de travailler. Mais ils oublient souvent d'autres formes de liberté qui sont essentielles. La liberté syndicale en est une. Dans une économie dont le but est la recherche du profit maximal pour les actionnaires, la défense effective de la majorité, des travailleurs, de celles et ceux qui avec leurs cerveaux et leurs mains permettent à l'entreprise de produire et de vendre est essentielle et n'est possible qu'avec une liberté syndicale effective. Il y a la liberté et les libertés. La liberté de la presse, la liberté de penser... Une série de libertés bien plus essentielles que la liberté telle que la définissent les patrons et la droite.



Sans doute moins connu que Tchotchès et Nanesse, Berté (qui est en fait une variante de Berthe) est pourtant un personnage essentiel dans le folklore liégeois. En wallon, on dit "Li Berté" pour désigner ce personnage, habillé d'une façon similaire à Nanesse, qui propose du péket à tous les participants des festivités du 15 août en Outremeuse.

LIBERTÉ CONTRACTUELLE



A côté de la liberté d'entreprendre, la liberté contractuelle est un élément indispensable au bon fonctionnement des marchés : elle permet de stabiliser les recettes et de garantir un retour sur investissement.

Restreindre une telle liberté en interdisant certaines transactions ou, pire encore, en les annulant, provoque une baisse de l'activité économique. Il en est ainsi de l'interdiction de louer des logements insalubres, dont les contrats peuvent être annulés par un juge.



Le respect de la liberté contractuelle doit être jugé aux côtés d'autres droits fondamentaux, en particulier ceux qui relèvent des droits de l'homme. Le droit au logement ne crée pas seulement une obligation verticale entre les individus et un État (qui est tenu de construire des logements sociaux, de reloger une personne suite à une expulsion, de prévoir des allocations-loyers...) mais également une obligation horizontale entre les parties privées. Ainsi, le droit au logement oblige les bailleurs à proposer un logement décent à un loyer raisonnable. Telles sont les limites à l'exercice de la liberté contractuelle et celles-ci doivent être précisées par les pouvoirs publics, suite à un débat démocratique.



Tout le monde connaît l'expression issue du grand banditisme "avoir un contrat sur la tête". Si vous souhaitez vous débarrasser d'une personne, la mafia a établi des règles que vous êtes priés de respecter. Si personne n'a mis de contrat sur votre tête, vous êtes donc en état de "liberté contractuelle".

Il est gonflé !

Les entreprises ont besoin de cette **souplesse**, face à une concurrence croissante, à l'essor du numérique, au retournement plus rapide des cycles économiques. La **souplesse** permet de mieux répondre aux attentes des clients, de faire face aux pics d'activité, de gagner en compétitivité.



Manuel Valls

Conférence de presse sur la Loi Travail
14 mars 2016

Commentaire

Tiens ! On a changé de mot menteur. D'habitude, c'est "flexibilité" qu'on nous sert. Notons ici l'apparition du mot menteur avec insistance pédagogique. Souplesse, ça sonne mieux que flexibilité. C'est encore plus positif, plus quotidien. On pense à notre lessive, au yoga, à un petit chat qui retombe sur ses pattes...

Mais qu'est-ce qu'une entreprise souple, en comparaison avec une entreprise rigide ? C'est une entreprise qui doit moins s'encombrer de droits collectifs des travailleurs, de conventions sectorielles, de législations et de normes... En d'autres termes, c'est une entreprise plus sauvage. Moins sociale. Moins civilisée. Comme un tigre. C'est souple un tigre, bien plus souple qu'un arbre (Sauf que c'est plus dangereux, que ça se délocalise plus vite et que ça vit moins longtemps).

LOYER



Le loyer désigne le paiement effectué par le locataire au propriétaire d'un bien.

Malheureusement, trop de locataires ne s'acquittent pas de cette obligation pourtant élémentaire. Certains d'entre eux sont même insolvables et les actions en justice menées de façon bien compréhensible par les propriétaires s'avèrent pleines de complications administratives. Pourtant, les propriétaires, surtout ceux dits de "biens multiples" devraient être considérés comme des bienfaiteurs de l'humanité. Leur action permet, en effet, à de nombreuses familles ou personnes seules de disposer d'un toit et de tout le confort nécessaire à la vie actuelle.



Les personnes n'ayant pas la chance et les revenus nécessaires pour être propriétaires d'une maison ou d'un appartement sont contraintes de devoir louer, d'être des locataires. Ils s'acquittent, chaque mois, d'une somme en faveur du propriétaire. Il s'agit du loyer. À ce loyer s'ajoutent les charges (eau, chauffage, électricité...). Malheureusement, trop de logements, particulièrement dans l'agglomération bruxelloise, ont un coût trop élevé au regard des locataires mais aussi de l'absence de confort. D'où la nécessité d'un encadrement des loyers, cher aux Equipes Populaires.



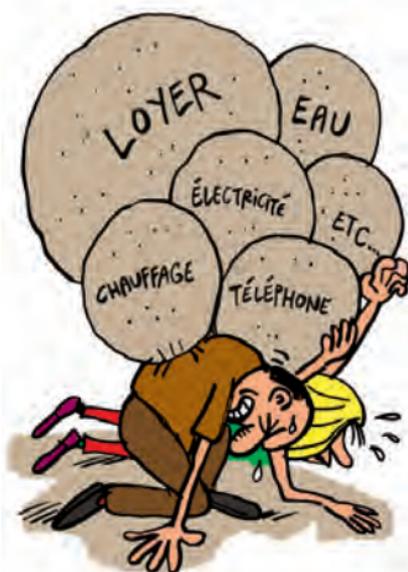
Une langue est vivante. Elle évolue. Si de nouveaux mots apparaissent permettant de désigner de nouveaux objets ou de nouvelles réalités, d'autres se transforment. Au Moyen Âge, des mots que nous

connaissons aujourd'hui avec i étaient affublés d'un y. Le Roy ou encore la Loy.

Les loys étaient décidées par les seigneurs qui, quand ils régnaient sur des régions rurales, étaient désignés par le terme "*saigneurs des agneaux*". Ils avaient besoin de spécialistes pour rédiger ces textes. Ces spécialistes étaient appelés loyers.

CES CHARGES EXAGÉRÉES
NUISENT À NOTRE COMPÉTITIVITÉ SUR
LE MARCHÉ DE LA CONSOMMATION !

TAIS-TOI, TU ME RAPPELLES
MON PATRON...



YAKAMA

MARCHÉ



Le "marché" est autant une transaction qu'un lieu d'échanges. Depuis que l'homme a dépassé l'ère primitive du troc, c'est sur le marché que repose l'économie moderne. Le marché impose d'être créatif, compétitif, d'innover et d'améliorer sans cesse. Le marché devient par conséquent une condition et un gage de qualité. Ce qui est obsolète ou ringard est prestement retiré du marché, ce qui permet au monde marchand de continuer sa progression.



En réalité, le marché fait la loi, c'est lui le chef. Il impose des règles d'airain, entretient une clique de gardiens impitoyables, poursuit durement ceux qui ne lui obéissent pas et les punit sans pitié.

Quand la presse nous informe de "l'état du marché", c'est sa fragilité qu'elle met en évidence. On s'inquiète alors de la santé du chef sans s'inquiéter de ceux qu'il a fait prisonniers. Les prisonniers, c'est tout le monde puisque tout le monde est concerné par l'une des ramifications perfides qu'il a créées : marché du travail, marché de la santé, marché de l'éducation... Tout devient marchandise, l'être humain en premier lieu. Et, quand la marchandise n'est pas vendable, elle est bonne pour la poubelle.



Si le "marché" fut baptisé "commun" à une certaine époque pour faire belle figure, notons qu'il est parallèle parfois et noir partout, mais en cachette.

CHAQUE FOIS JE VAIS
AU MARCHÉ DE BONNE
HUMEUR...

ET CHAQUE FOIS JE ME FAIS
DÉPOUILLER PAR CETTE ★ @ 🐷 ✨
DE MAIN INVISIBLE !!



MIXITÉ SOCIALE



Art de mélanger les différentes couches de la société afin que chacun apprenne des autres et que tous progressent ; ensemble et surtout **dans le calme** (sans toutes ces grèves et autres manifestations). Cela ne concerne évidemment pas les classes supérieures, qui risqueraient de se salir, d'attraper des maladies populaires, voire de sympathiser avec la racaille.



Les pouvoirs publics sont attirés par le concept de mixité sociale... surtout lorsqu'il s'agit d'équilibrer les budgets avec l'apport de revenus les plus aisés (dans le logement social par exemple). Les progressistes tendent à penser pour leur part qu'il serait plus efficace de donner un travail épanouissant et un revenu suffisant à chacun. C'est souvent aussi une ruse grossière des élites pour assurer la paix sociale.



Sorte de réunion Tupperware où l'on présente une gamme de mixer, mix-soupe et autres outils culinaires proches. Le succès retentissant de ces soirées à thème en a rapidement fait un phénomène planétaire ; succès qui doit bien plus à l'ambiance bon enfant et décontractée de ces rencontres qu'aux mixer à proprement parler.

Il est gonflé !

En tant que communauté politique, nous sommes **responsables** des conditions dans lesquelles s'inscrivent la solidarité, l'ouverture et la liberté en Europe. Cela veut dire que nous ne pouvons plus permettre que la solidarité s'apparente à de la naïveté, que l'ouverture soit signe d'impuissance et que la liberté soit synonyme de chaos. Par là, je fais bien sûr référence à la situation existante à nos frontières.



Donald Tusk,
Président du Conseil européen
Discours au Congrès du PPE
Madrid, 22 octobre 2015

Commentaire

Ah ah ! La fameuse "responsabilité" ! Le mot qui permet, à lui tout seul, de faire mentir toutes les autres valeurs. Le bon père de famille, responsable donc, ne peut adopter tous les orphelins du monde. L'excès de valeurs progressistes serait donc nuisible par définition. La solidarité, c'est la naïveté. L'ouverture, c'est l'impuissance. Même la liberté, qu'on chérit pourtant autant à droite qu'à gauche, passe à la moulinette... Même s'il s'agit pourtant de libertés fondamentales, attention, trop de libertés fondamentales, c'est le chaos !

Évidemment, Donald Tusk se garde bien de nommer correctement ce dont il parle : l'afflux de réfugiés de guerre, le droit d'asile. En ce qui nous concerne, on voit mal la naïveté, l'impuissance et le chaos que constituerait l'accueil des réfugiés. On voit plutôt le chaos qu'ils fuient, notre impuissance à les accueillir et la naïveté de ceux qui pensent que la désolation peut être contenue derrière une frontière.

Bien envoyé, Laurette !

Parlons maintenant de la **MODERNISATION** du droit du travail.

Pour vous, être moderne, Monsieur le Premier ministre, c'est retourner dans le passé. Il va falloir changer les définitions des dictionnaires. "Modernité" n'équivaut plus à "Récent, actuel, qui est de notre temps" ; dans votre vocabulaire, cela signifie "Ancien, repris du passé, archaïque, désuet et périmé". Un seul exemple : la réforme globale de la durée du travail. En 2001, M. Peeters était devant moi en tant que membre du Groupe des dix. Nous avons fixé la durée hebdomadaire de travail à 38 heures par semaine. Tout le monde avait estimé que c'était un progrès majeur. D'autant qu'une batterie de mesures permettait de mieux concilier vie privée et vie professionnelle.

Aujourd'hui, vous balayez cette référence en élargissant les dérogations, en permettant aux patrons de demander à leurs travailleurs de prêter jusqu'à 50 heures par semaine ou de prêter plus d'heures supplémentaires. De tels exemples sont nombreux dans votre réforme du travail et de temps partiel. Ce que vous faites revient à diminuer le progrès social, la qualité du travail, la position du travailleur dans le dialogue avec son entreprise : vous retournez au siècle passé.



*Intervention de Laurette Onkelinx
lors de la Séance parlementaire
du 14 avril 2016.*

MODERNISATION



La presse met souvent "le doigt dessus". La sécurité sociale, comme beaucoup de dispositifs dits sociaux ont besoin de bien plus qu'un coup de pinceau. Basés le plus souvent sur des principes poussiéreux hérités du XX^e voire du XIX^e siècle, ils font l'objet du farouche conservatisme des syndicats.

La modernisation est l'opposé de ces convictions vieillottes. Elle ne se base pas sur une idéologie mais s'ancre dans les réalités et les évolutions afin de répondre aux défis du XXI^e siècle. Elle défend, par exemple, en matière de sécurité sociale, une approche de responsabilisation individuelle plutôt que le principe de l'ouverture d'un parapluie collectif.



La modernisation est le mot souvent choisi par les néolibéraux pour justifier leur volonté de détricoter les conquêtes sociales et raboter les droits des travailleurs et allocataires sociaux. Le paradoxe est sans doute qu'il ne s'agit nullement d'idées neuves et novatrices ouvrant de nouvelles perspectives ou de nouveaux droits. La modernisation néolibérale est plutôt le prétexte utilisé pour recycler des principes du XIX^e siècle ou, à tout le moins, de l'époque des *Temps Modernes* de Charlie Chaplin.



Modernisation est un terme qui nous vient du néerlandais "moeder" qui veut dire mère.

Parfois, les enfants souhaitent que leurs parents adoptent un look plus contemporain. Et quand une mère adopte un nouveau style, on parle, au nord de notre pays de "moedernisatie", qui dans le sud devient modernisation.

MONDIALISATION



On le dit souvent, le Monde est un village... un village global. Il est sain et utile pour l'économie que les entreprises puissent s'installer dans de bonnes conditions n'importe où et que leurs produits puissent se vendre sans entrave. Malheureusement, les salaires, les systèmes de sécurité sociale, les normes environnementales et autres empêchent souvent les entreprises de se développer comme elles le souhaitent. Le TTIP, le CETA et autres traités de ce type vont contribuer à briser toutes ces règles.



La mondialisation, c'est la fin des frontières pour le capital mais malheureusement seulement pour lui. Car ce grand marché mondial s'accompagne de délocalisations, de pressions sur les droits sociaux et les salaires...
A la mondialisation capitaliste, il faut opposer une politique altermondialiste qui accroisse l'égalité entre les peuples et les droits des gens.



Encore un mot mal retranscrit. Au départ, c'était la modalisation qui désignait le fait de suivre de près la mode vestimentaire. Malheureusement, un créateur verviétois l'utilisait souvent avec l'accent régional.
"Mondialisation" a ainsi pris un beau jour la place de modalisation.



NÉOLIBÉRALISME



C'est dans le dernier quart du XXe siècle, sous l'impulsion de plusieurs écoles économiques dont celle de Chicago qu'apparaît le terme néolibéralisme. Il désigne la vision moderne du libéralisme qui, sans renier les principes premiers du libéralisme, permet à

l'économie de s'adapter à son époque en étant encore plus prospère et plus performante. Il préconise une diminution du rôle de l'État qui, le plus souvent, bride les possibilités d'avancées économiques et décourage l'initiative par une taxation irresponsable. La diminution du rôle de l'État s'accompagne d'une marchandisation accrue et donc de libéralisations et privatisations de secteurs traditionnellement dévolus à l'État afin d'accroître la productivité de ces secteurs par des rationalisations bénéfiques et un management moderne afin d'accroître la satisfaction des clients et des actionnaires.



Reagan, Thatcher et Pinochet ont été les grands chantres du néolibéralisme dans leurs pays, favorisant l'application des théories de Milton Friedman et de son école de Chicago. Le néolibéralisme s'appelle aussi

ultralibéralisme. Il rompt avec le compromis social-démocrate en visant à abolir toute limite à la mondialisation du libre-marché : les normes sociales et environnementales, le rôle de l'État ainsi que le statut des travailleurs et leur capacité de représentation. Le néolibéralisme pousse ainsi à la libéralisation et à la privatisation d'un maximum de secteurs publics, tels que la poste, les transports ou même l'enseignement et les soins de santé.



La Ferme Libert est célèbre dans la région de Malmédy. Les promeneurs s'y arrêtent volontiers afin de déguster une gaufre ou un repas plus consistant. Elle a aujourd'hui un nombre important de fans prêts à "liker" sur

Facebook. Comme pour accéder à cet établissement célèbre, il faut le plus souvent grimper, les adeptes sont donc non des Libert-Bas mais des Libert-Hauts. Quand on s'y rend en coup de vent, on dit "Je vais pousser mon nez-aux Libert-Hauts".

NOTATION



La notation est l'évaluation accordée par une agence officiellement indépendante à une banque, un organisme financier ou un pays. Une bonne évaluation correspond à un beau bulletin et récompense une bonne gestion. Elle permet par conséquent à l'investisseur ou au créancier d'accorder sa confiance en connaissance de cause et de confier ses billes aux plus méritants.



La notation est la spécialité de certaines agences payées pour appuyer les politiques qui encouragent le capitalisme financier... ou couper le pied à ceux qui le dérangent. Relayée abondamment dans les médias qui appartiennent à ce capital, la notation punit la politique qui n'est pas suffisamment austère ou celle qui a des velléités trop sociales.



La notation est, comme chacun le sait, la méthode utilisée dans l'enseignement pour décider si un élève peut accéder à la classe supérieure. Auparavant graduées de 1 à 10, les notations des élèves sont : AAA+, AAA, AAA-, AA+, AA, AA-, A+, A, A-. Cela fait 9 cotes, et c'est bien suffisant puisque les élèves ne sont plus assez doués pour atteindre 10.

L'élève qui obtient la notation AAA+ aura son avenir professionnel assuré dans une banque de renommée internationale, chez Goldman Sachs ou à la Deutsche Bank, par exemple. Manuel Barroso devait être un élève brillant !

OPTIMISATION



L'optimisation est l'étude des problèmes qui s'expriment de la manière suivante :

Étant donné une fonction $f : A \rightarrow \mathbb{R}$ définie sur un ensemble A à valeurs dans l'ensemble \mathbb{R} des nombre réels (éventuellement dans la droite achevée $\bar{\mathbb{R}} := \mathbb{R} \cup \{-\infty, +\infty\}$), trouver un élément $\bar{\chi}$ de A tel que $f(\bar{\chi}) \leq f(\chi)$ pour tous les χ dans A . Toute classe de problèmes modélisables peut conduire à un problème d'optimisation, pourvu que l'on y introduise des paramètres à optimiser.

Bref, l'optimisation n'est pas accessible au commun des mortels, il est essentiel qu'elle soit réservée aux élites.



L'optimisation fiscale permet les détournements de fonds, les paradis fiscaux, le non-paiement des impôts, les blanchiments d'argent, l'installation de boîtes aux lettres, l'existence de commissionnaires et la fabrication de valises à double fond. Elle assure la pitance des avocats fiscalistes, l'établissement de statistiques, la parution de revues spécialisées. La presse nous rappelle régulièrement que de nombreuses personnes en Belgique sont capables de payer très cher pour mettre en application ce concept d'optimisation...



L'optimisme ou optimisation permet de garder assez d'humour pour survivre malgré la crise. En optimisant les emmerdements quotidiens, on se sent vivre. C'est quand on se casse un doigt qu'on se rend compte qu'on a une main.

PACTE



Puisque l'économie capitaliste est critiquée de toutes parts depuis des années (sinon des lustres), il était nécessaire de reconquérir les cœurs et les esprits. Pour ce faire, des penseurs ont été mis à contribution et ces penseurs ont eu une idée de génie : ils ont inventé le "pacte" à toutes les sauces. Ce pacte tend la main aux contestataires et leur propose d'œuvrer de concert pour apaiser la société. Etant donné l'étendue des matières, le pacte a été décliné en plusieurs sous-sections : pacte salarial, pacte de stabilité, pacte de compétitivité, pacte des générations...



En principe, un pacte intervient pour clore des hostilités et sceller la conquête de nouveaux droits sociaux. Ce fut le cas avec le Pacte social de 1944. Or aujourd'hui, un pacte est élaboré avant toute discussion pour imposer des décisions unilatérales et les "partenaires" sociaux ne sont invités que pour le signer. Le pacte n'a en réalité d'autre fonction que de rappeler aux travailleurs qu'ils doivent se serrer la ceinture pour que la part du capital puisse continuer d'augmenter.



D'après le Petit Robert, le "pacte" est suivi de près par le "pactole". Ce que le Petit Robert ne précise pas, c'est à qui revient le pactole, fâcheuse lacune !

PARTENARIAT



Pour le développement sain et prospère de l'économie, il est indispensable de nouer des relations commerciales privilégiées mais non exclusives avec d'autres sociétés ou d'autres pays. C'est dans ce sens que sont négociés les traités de libre-échange comme le TTIP.

Mais comme dans un couple, le partenariat nécessite de faire quelques concessions afin d'éviter les conflits incessants. C'est pourquoi ces partenariats nécessitent une harmonisation maximale des normes grâce à la suppression de privilèges accordés aux travailleurs qui nuisent au développement du commerce et donc au partenariat pourtant profitable à tous.



Voilà un exemple-type de mot menteur. Ah, le partenariat... quel beau mot. On imagine une belle histoire d'amour avec des fleurs et des violons qui jouent ! Rien de tout cela. Car si ces partenariats commerciaux de type TTIP ou CETA étaient bénéfiques pour la population, ils ne se cacheraient pas pour négocier en grand secret. Conseillés par les lobbyistes, les négociateurs imaginent des accords qui vont augmenter les profits des multinationales tout en s'attaquant aux droits des travailleurs et en diminuant les protections sociales, sanitaires et autres de la population. Ces partenariats ne sont donc en rien une histoire d'amour. Ils s'apparentent bien plus à des films d'horreur.



Les amateurs de fleurs admirent toujours les beaux parterres que l'on trouve dans les jardins privés au cœur des villes. Mais pour avoir de beaux parterres, il faut de bons jardiniers. Ces jardiniers sont, dans le langage huppé que l'on retrouve auprès de la bourgeoisie de certaines communes bruxelloises, appelés "*parterenariats*"... mais l'accent de cette catégorie spécifique de la population l'a transformé en "partenariat". Cela donne : "Non, tu n'imagineras jamais, Jean-Edouard, le nombre de partenariats qu'il m'a fallu payer pour cultiver les euphorbes *characias*, les hélanthèmes des Apennins et les scabieuses colombaries... Heureusement, notre personnel domestique est *meeeeerveilleux* !"

PARTICIPATION



La participation est un élément essentiel pour une prise de décision efficace et rationnelle. Les décideurs politiques veilleront donc à ce que la participation à la décision soit cadrée à trois niveaux : les objectifs poursuivis, les domaines discutés et les acteurs à impliquer. Les objectifs poursuivis doivent sous-tendre la création de richesse. Les domaines discutés sont nombreux et variés : vu leur complexité, il faut privilégier une participation sous forme consultative à la prise de position politique. Enfin, Il faut inviter l'ensemble des acteurs concernés à cette consultation. Si ces acteurs s'opposent à l'objectif principal de création de richesse, cela signifie qu'ils vont à l'encontre du progrès. Il faudra alors veiller à favoriser l'émergence d'acteurs responsables.



Souvent, la participation se limite à la consultation de quelques acteurs (ou experts) autorisés. Or, la participation ne peut être réduite à la seule consultation d'acteurs triés sur le volet. Au contraire, la participation implique que les acteurs concernés construisent la décision et ne soient pas cantonnés à des discussions techniques ou à la marge. La construction collective d'une décision de qualité nécessite l'expression d'arguments et d'intérêts divergents. Enfin, un processus est réellement participatif si la décision prise collectivement est appliquée, sans qu'une instance politique, prétendument supérieure, ne soit habilitée à en changer les termes qui ne lui conviendraient pas.



En matière de sport, Le baron Pierre de Coubertin disait que l'important était de participer, et peu importait le résultat final. Pour favoriser la participation du plus grand nombre, il était ennemi du sport professionnel. Car en réservant le sport aux amateurs, il savait que les fils de bourgeois étaient les seuls à pouvoir s'entraîner puisque les fils d'ouvriers devaient eux travailler pour gagner leur vie. Et c'est ainsi que les champions d'athlétisme faisaient tous partie de l'élite intellectuelle, sociale et économique. Comme quoi participation ne rime pas avec équité et justice sociale.

PASSEUR



Personne disposant d'un bateau et prête à en faire profiter les personnes qui souhaitent quitter le pays où elles ont vu le jour ; il mène à terme sa mission avec conscience. Ce faisant, il participe au PIB du pays d'origine moyennant une juste rétribution justifiée et méritée pour les risques encourus ; en fournissant une main-d'œuvre à moindre coût pour le pays de destination.



"Passeur" est une manière édulcorée de désigner les pires trafiquants d'êtres humains, qui profitent de la détresse des candidats-migrants pour s'enrichir sans le moindre scrupule, en mettant délibérément leur vie en péril.



Le passeur n'est pas une sœur, donc c'est un frère. C'est le frère de Patrick Sébastien qui a acheté un bateau qui a inspiré à Patrick Sébastien sa chanson : "Ha ! Qu'est-ce qu'on est serré au fond de cette boîte, chantent les sardines entre l'huile et les aromates".

POPULISME



Le populisme est un mouvement qui prétend défendre les intérêts du peuple en s'opposant aux représentants de la nation démocratiquement élus et aux institutions. Extrême gauche et extrême droite se retrouvent joyeusement dans cette œuvre de lynchage des institutions, dans la facilité d'un discours tournant autour du "tous pourris", le plus souvent sans présenter d'alternatives.



Trop souvent, le populisme est défini en mettant dans le même sac les différents courants qui le traversent. Au milieu du XIX^e siècle, les premières manifestations désignées comme populistes étaient celles des intellectuels opposés à la dictature tsariste, consistant en un travail que l'on pourrait qualifier d'éducation permanente aujourd'hui. Derrière le terme populiste, on trouve, en conséquence, des réalités très différentes. Il y a un populisme de droite et d'extrême droite qui se traduit dans des propositions telles que la préférence nationale chère au FN de Marine Le Pen. Mais par ailleurs, peuvent exister des formes progressistes d'interpellation politique consistant à défendre un projet démocratique qui tienne compte des intérêts du peuple, de façon solidaire et démocratique.



Comme le paludisme ou le botulisme, le populisme est une maladie. À force d'écouter trop de mauvaise musique Pop, l'oreille interne peut se nécroser au point de ne plus pouvoir percevoir les nuances entre des cris fascistes et les revendications des Equipes... Populaires. Vous comprenez bien que cette maladie nous inquiète énormément.

PRÉCARITÉ



La précarité désigne un état d'insécurité. Utilisé actuellement dans un sens restreint et réformiste pour disculper les travailleurs exigeants, incompetents ou paresseux, ce terme peut s'appliquer également à la situation des entrepreneurs qui ne sont jamais certains de pouvoir publier un bilan positif en fin d'année et d'assurer un dividende substantiel à leurs actionnaires. De toute façon, il ne faut pas exagérer : une personne en situation de précarité n'est pas forcément - ou pas tout de suite - en situation de pauvreté. Le sentiment de précarité ne se définit que par le risque d'être au chômage.



La précarité est l'absence de la sécurité élémentaire qui permet à l'être humain de jouir dignement de ses droits fondamentaux et de faire des projets. Elle est comparable à l'état de sous-prolétariat dénoncé par Karl Marx il y a près de 200 ans, quand le prolétaire était soumis au bon vouloir du capitaliste. Quand elle se prolonge, la précarité peut conduire à la grande pauvreté qui affecte tous les domaines de l'existence de l'individu et rend son avenir imprévisible. Elle est la variable d'ajustement qui permet aux riches de rester riches sous prétexte d'être compétitifs.



La précarité du secret bancaire s'oppose à la liberté de l'homme d'affaires. Cette "précarité" est invoquée à tort et à travers pour donner mauvaise conscience aux riches.

PRIVATISATION



Certains secteurs de la vie économique sont accaparés par l'État. Cette gestion étatique est caractérisée par un manque d'efficacité. Confier des secteurs stratégiques au privé permet à ces secteurs d'être gérés par de véritables managers avec dynamisme.

Ces secteurs pourront ainsi faire appel aux capitaux boursiers et se moderniser. De plus, le fruit de la vente de ces secteurs permettra une rentrée budgétaire dans les caisses de l'État.



Des secteurs stratégiques sont détenus par l'État pour pouvoir être gérés au profit des citoyens. C'est particulièrement important pour des secteurs comme les transports en commun, la poste, l'eau, la santé, l'enseignement... Une privatisation de ces secteurs reviendrait à confier l'avenir de services vitaux pour la population à un actionariat privé qui régira alors ces secteurs avec sa logique propre : pour maximiser les intérêts des actionnaires qui auront fourni le capital nécessaire à l'achat, il faudra augmenter les bénéfices en augmentant le prix des services, en diminuant le service accordé, en supprimant les services peu rentables.



Les privatisations sont parfois appelées des consolidations stratégiques... Parce qu'elles consolident le portefeuille de certains ?

RATIONALISER



Dans une économie prospère, la concurrence permet une saine émulation entre les acteurs économiques.

Les retombées de cette concurrence sont l'innovation technologique et l'amélioration de la qualité des produits.

Pour obtenir ces résultats, les entreprises dynamiques se doivent de limiter au maximum les coûts inutiles dont ceux liés au personnel.

Rationaliser permet d'améliorer la productivité en limitant le personnel aux seuls besoins de l'entreprise grâce à une suppression de postes de travail et le maintien dans l'entreprise des travailleurs les plus motivés, les plus flexibles, les moins chers... Cette technique, injustement critiquée par les organisations syndicales, permet le plus souvent à l'entreprise de conforter sa place sur le marché, de garantir un emploi et une juste rémunération aux travailleurs ayant le profil le plus adapté.



Dans l'impitoyable guerre économique livrée par les entreprises dans le système capitaliste, ce sont toujours les travailleurs qui paient la note. Une des armes est celle qui consiste à rationaliser les entreprises. Présentée par

le patronat comme une indispensable optimisation des ressources et une tout aussi indispensable compression des coûts, elle permet de diminuer le personnel et très souvent de limiter, voire réduire les salaires ou avantages des travailleurs restés en place. Notons que très souvent les rationalisations des entreprises cotées en bourse permettent une progression de la valeur des actions de ces entreprises.



L'économie ne concerne pas que les humains. De nombreuses races animales ont également instauré des systèmes de production et d'échange des biens. Dans une société humaine, quand un gouvernement estime

qu'une activité qui est dans la sphère privée est d'intérêt public et décide de se l'approprier par rachat ou confiscation, on parle de nationaliser. Quand cela se passe dans la société des rongeurs (rats et souris), on parle de rationaliser.

LE PLUS PRÉCIEUX, C'EST
LA RESSOURCE HUMAINE

SURTOUT QUAND ELLE EST
BIEN RATIONALISÉE!



RÉGULATION



Trop de régulation tue le marché ! Cela signifie qu'il faut moins d'intervention de l'État dans les affaires économiques. La dérégulation permet d'encourager l'innovation et les investissements grâce à la concurrence, les travailleurs étant quantité négligeable. Il convient naturellement de souligner que la dérégulation se fait au nom de la LIBERTÉ d'entreprendre. N'oublions pas de remercier son plus grand défenseur : Friedrich Hayek.



La régulation de l'économie est censée permettre d'éviter une mainmise du Marché sur tous les aspects de la vie de l'Homme. L'État doit par exemple garantir que le Marché sert l'intérêt général et non seulement les intérêts privés. Avec le crash financier de 2008, tout le monde y compris à droite a crié haut et fort qu'il fallait plus de régulation du secteur bancaire. Mais le marché continue à roucouler... et à réguler en toute tranquillité, sur base de la devise : *Privatisons les profits, socialisons les pertes.*



Regula est "l'autre moi" de Caligula, empereur romain tyrannique. Atteint de nombreuses crises de schizophrénie, c'est un fidèle du "marché" qu'il fréquente avec de petites sandales au pied. Il se fait appeler, dans ces moments-là, Caligula. A l'époque, déjà, elles sont fabriquées à bas coût par les Vandales (les Vietnamiens de l'époque). Elles sont revendues à bas prix mais avec un max de profit sous l'enseigne "Grande pompes". Etant actionnaire de la société, dont le siège se situe au pied du Vésuve, il s'oppose vivement au Sénat romain qui veut enrayer la disparition des petits artisans. Quand ces derniers manifestent avec la Plèbe (classe populaire de l'époque) sur la via Sindicalis, il se montre sous son visage Regula et promet de réguler le marché en faisant voter des lois protectionnistes. Hélas, une fois le calme revenu, il s'empresse de faire voter des amendements favorables à la Mare Nostrum (la mondialisation de l'époque) et fait assassiner les opposants. L'Empire n'est donc jamais remis en cause (comme le capitalisme financier à notre époque). C'est sous son règne qu'est apparue la monnaie "double face" : Pile ou face le peuple est toujours perdant !

RENTABILITÉ



La rentabilité mesure le profit réalisé, c'est-à-dire la différence entre les résultats d'une vente par exemple et les moyens (charges, investissements) qui ont été nécessaires à sa réalisation. Est rentable ce qui permet un profit le plus élevé possible. Le profit est mesuré en monnaie uniquement.

Une entreprise saine est une entreprise capable de maintenir et si possible d'augmenter son profit d'année en année. La fin justifiera les moyens, quels qu'ils soient.



Ce sont les actionnaires qui fixent le taux de rentabilité attendu et peu importe les moyens qui seront mis en œuvre pour y arriver. La rentabilité est une notion purement financière qui sert surtout les intérêts des plus fortunés. La rentabilité peut justifier des licenciements de personnel par exemple.

Sa traduction anglaise reflète d'ailleurs mieux son sens : "profitability". Le profit avant tout !

Ainsi, de nombreuses activités culturelles, artistiques, etc. ne sont pas considérées rentables puisqu'elles ne permettent parfois pas de couvrir les frais engendrés par ces activités, et pire encore, elles ne fournissent pas une rente en monnaie sonnante et trébuchante.

Dans un monde fini avec des ressources limitées, la notion de rentabilité est une notion vouée à disparaître, tout comme celle de la croissance.



Dans certaines civilisations anciennes, la principale source de rentabilité était le mariage : on vendait sa fille en échange de trois chameaux et on faisait une plus-value dans l'opération. Puisqu'il n'y avait pas de chameaux dans nos forêts, certains ont inventé un autre système pour se faire du blé et rentabiliser leur argent : l'actionariat et la spéculation. L'argent qui transite par les paradis fiscaux n'a pas d'odeur et est nettement plus facile à déplacer que les chameaux...

RESPONSABILITÉ



Les parents rêvent tous de voir leurs enfants grimper dans l'échelle sociale. Les voir grandir en autonomie et être capables de prendre leurs responsabilités est le signe d'un avenir glorieux et lucratif dans le monde entrepreneurial ou politique (ou les deux).

La responsabilité est en effet l'apanage de ceux qui ont le courage d'affronter les difficultés et attendent en retour la reconnaissance de leurs sujets (salariés, citoyens en retour) ou à défaut, leur empathie face à l'ampleur des problèmes auxquels ils doivent faire face.

C'est pour cette raison que Charles Michel a d'emblée déclaré, lors de son entrée en fonction : "*Mon gouvernement est celui du courage et de la responsabilité*". Et que Maggie De Block a récemment admis qu'elle devait "*prendre ses responsabilités*" en réduisant drastiquement le budget des soins de santé, pour le bien du pays.

Face au handicap compétitif de la Belgique, les CEO des multinationales doivent également prendre leurs responsabilités en "outsourçant" certaines de leurs activités vers l'étranger.



Le concept de responsabilité n'a évidemment rien de nocif en soi. Le hic, c'est quand il est érigé en valeur suprême des dominants, qui fait porter sur les personnes les plus fragiles, la responsabilité de la précarité de l'emploi, de la difficulté de réussite scolaire ou d'insertion professionnelle...

En d'autres mots, un gouvernement qui dit sans cesse "être obligé de prendre ses responsabilités" est en réalité celui qui fait porter le poids de ses décisions sur les plus faibles. Et si notre responsabilité, c'était de résister ?



A l'instar de la fable du Corbeau et du Renard, la responsabilité est une forme de langage qui consiste à flatter l'adversaire pour mieux l'embobiner.

Un exemple ? Quand l'industrie agroalimentaire dit aux citoyens qu'ils sont des "consommateurs responsables", c'est pour leur faire passer le message qu'il est de leur responsabilité de pas manger des saloperies, afin d'éviter qu'elle ne se voie imposer des normes sanitaires un peu trop contraignantes.

SÉCURITÉ



La sécurité est une valeur à défendre puisque c'est une question de vie ou de mort. Notre société est en effet menacée de toutes parts : par la concurrence des pays émergents, par l'irruption d'immigrants, par le fanatisme des terroristes, par les revendications des

syndicats, par le vieillissement de la population. Elle doit donc être protégée par tous les moyens : caméras de surveillance, fils de fer barbelés, centres de rétention, fermeture des frontières, policiers, fichiers, agences de renseignement, lois, etc. La sécurité doit en tout cas garantir impérativement l'approvisionnement des matières premières, la pérennité et la rentabilité des entreprises, l'élimination des risques financiers et la permanence du mode de vie occidental.



Les risques sont inhérents à la vie. Celle-ci est une aventure pleine de surprises et vouloir se prémunir de tout danger est illusoire. Mais la sécurité est plurielle. Se sentir en sécurité d'existence, ce n'est pas seulement avoir des

militaires à chaque coin de rue, c'est avant tout de savoir qu'on pourra boucler la fin du mois, payer sa consultation chez le dentiste ou la cantine scolaire de ses enfants. Or, la sécurité physique devient hautement valorisée au détriment de la sécurité sociale, qui est sérieusement mise à mal. Considérée comme un poids, contraire à la "liberté", la sécurité sociale est attaquée par les riches qui ne veulent pas partager.

Faute de projet social, la sécurité physique devient alors un objectif prioritaire et une activité hautement lucrative : les compagnies d'assurance font fortune, de même que les partis xénophobes. Il est clair que la sécurité est essentiellement économique.



Restaurer la confiance des marchés est primordial. Si le peuple tremble, il sera plus facile de le faire obéir. Il suffirait peut-être de classer les manifestations dans la liste des activités dangereuses pour faire baisser les

décibels autour des bâtiments officiels.

SMART CITY



La smart city ou "ville intelligente" est un "programme de citoyenneté visant à bâtir une planète plus intelligente". Les villes sont de grands systèmes techniques, d'objets et de personnes. Chaque problème urbain (ex. un embouteillage) doit être traité comme un dysfonctionnement d'un sous-système particulier (ex. mobilité). Pour les résoudre, une "ville intelligente" développe la collecte perpétuelle des données de tous les éléments du "système-ville", par des capteurs et puces de géolocalisation implantées partout. Ces données sont traitées par des algorithmes toujours plus développés, permettant aux nouveaux pilotes de la ville de résoudre les problèmes.



Le concept de smart city a été inventé par des entreprises comme IBM (et Siemens, Toshiba, Google, Orange, Uber...), pour s'approprier de nouveaux domaines d'activité lucratifs. Le "marché des villes" leur est apparu comme potentiellement énorme, très profitable et encore sous-exploité. Il s'agit "d'insuffler de l'intelligence dans les systèmes et les processus qui font fonctionner le monde" ; dans les objets (voitures, voiries, appareils) et systèmes naturels (cours d'eau, champs). La "smart city", c'est l'autre nom de l'entrée de géants industriels dans la fabrique des politiques des villes.



"En cas de crise du logement, veuillez contacter l'Administrateur-système. Avertissement : 1) Vérifiez d'abord que le problème ne vient pas de vous ; 2) Pensez à l'environnement : appelez au tarif de nuit (de 3h à 3h30) ; 3) Pensez à la sécurité : ne déclenchez pas de panique en en parlant à vos voisins et proches ; 4) Le système décline toute responsabilité."

Définitions inspirées par un dossier d'Inter-Environnement Bruxelles "Pour une poignée de données", n°281, Bruxelles en Mouvements. Avec leur aimable autorisation.

Il est gonflé !

L'économie belge est sur la bonne voie. De nombreuses décisions ont déjà été engagées. Avec une obsession : créer les conditions pour plus d'emplois dans notre pays : **Jobs, jobs, jobs.**

We zijn ervan overtuigd dat er 1.000 nieuwe start-up en 50.000 nieuwe jobs kunnen worden gecreëerd.



Charles Michel

Discours lors de la rentrée parlementaire
le 13 octobre 2015

Commentaire

Jobs, jobs, jobs. Cette expression désormais célèbre est emblématique d'une volonté de flexibilisation à outrance du marché de l'emploi. La loi Peeters, appelée "modernisation du marché du travail", est comme par hasard sortie des cartons quelques mois plus tard.

Interviewé à la RTBF début octobre, Hans Maertens, le patron du "patron des patrons" flamands (le VOKA) a chanté exactement la même rengaine : "La Belgique a besoin de jobs, jobs, jobs". De Charles Michel ou de Hans Maertens, qui est la poule et qui est l'œuf ? A moins que ce ne soit le coq, Bart De Wever ?

Récapitulons. En caricaturant à peine :

- Le VOKA n'est pas seulement le patron des patrons, il est aussi le patron de Bart De Wever (c'est lui-même qui l'a dit).
- Bart De Wever est lui-même le patron de Charles Michel (ce n'est pas lui qui le dit, mais il le pense très fort et tout le monde le sait).

Charles Michel serait donc le porte-parole du VOKA, la véritable main invisible du gouvernement Michel ? En tout cas, ils entonnent le refrain "Jobs, jobs, jobs" à l'unisson...

Bien envoyé, Christine !

On parle beaucoup de liberté parce que c'est une valeur irrésistible : tout le monde en rêve. Mais la liberté individuelle n'est souvent possible que lorsqu'il existe une liberté collective : je peux faire plus de choix dans ma vie si mon salaire est garanti, et suffisant. Or je ne suis pas à égalité avec mon patron pour le négocier.

Ils ont cru ça en Nouvelle-Zélande, il y a quelques années. Les gens ont élu un gouvernement néolibéral qui voulait en finir avec la concertation sociale : chacun pourrait désormais négocier ses conditions de travail et son salaire tout seul. Oui, mais les résultats ont fait l'objet d'une étude. Et le résultat est négatif : les travailleurs y avaient perdu. Le gouvernement néolibéral aussi a perdu, aux élections suivantes.

Quand on n'est pas à égalité dans une relation contractuelle, la liberté d'être représenté collectivement est plus efficace que la liberté de "choisir" tout seul.



Christine Steinbach

SYNDICATS



Regroupement archaïque qui usurpe le droit de chacun à défendre ses intérêts par et pour soi-même. Les syndicats nuisent à l'équilibre spontané qui résulte des interactions libres entre individus consentants. Rien ne garantit que leurs positions soient conformes aux intérêts de ceux qu'ils affirment représenter. Une action syndicale qui n'aurait pas reçu l'assentiment formel d'une très large majorité de travailleurs sera déclarée illégale. Nos Etats se doivent de protéger les libertés et les droits contractuels de tous les citoyens. Nos Etats garantiront aux employeurs et travailleurs intérimaires leur liberté de remplacer les grévistes. David Cameron, 17 juillet 2015 : "Ces mesures sont tout à fait justifiées car les personnes impactées par les grèves ne sont pas en mesure de voter".



Les syndicats sont indispensables pour équilibrer les rapports entre deux parties aux intérêts opposés. L'action et la négociation collective permettent de corriger l'asymétrie de pouvoir inhérente à ces rapports sociaux individualisés. Elles constituent des moyens pratiques et efficaces pour limiter les abus de droits. La négociation paritaire, lorsqu'elle aboutit à de nouvelles conventions, permet de prévenir une multitude de conflits individuels qui fragilisent la paix sociale. Nos Etats doivent donc définir un cadre légal qui reconnaisse l'importance des missions confiées aux syndicats et qui définisse les conditions nécessaires à leur représentativité, régulièrement validées par des élections sociales.



Bande de zigotos irresponsables qui aiment foutre le bordel avec leurs pétards et leurs canettes. Prendre les gens en otage est le sport qu'ils préfèrent à un travail honnête et courageux. Mis à part gueuler, ils ne savent rien faire, alors que tant de gens sont dans la misère. Ils pourraient franchement se lever un peu plus tôt, offrir un café aux mendiants qu'ils croisent dans le métro avant d'arriver au boulot. Au lieu de ça, ils cherchent la bagarre avec les patrons, lancent des ukases irréalistes et des slogans bidon. Allez, soyons sérieux, il n'y a jamais rien de bon qui sort d'un conflit.

TASK FORCE



Expression généralement utilisée dans le domaine militaire, une task force désigne un corps expéditionnaire visant à frapper fort, de manière rapide et déterminée, et à prendre des mesures ciblées face à une menace ou un grave problème à résoudre. En langage politique, il s'agit de prendre ses responsabilités sans tergiverser, c'est-à-dire sans perdre son temps dans des débats stériles avec les partenaires sociaux ou la société civile.



Le gouvernement de Charles Michel a soudainement une folle envie de mettre en place des task forces. C'est la nouvelle trouvaille du dico gouvernemental. Une task force dirigée par Maggie de Block pour rattraper le dérapage budgétaire des soins de santé. Une autre pour agir face aux licenciements massifs chez ING. Une troisième encore pour trouver une solution dans le dossier Arco. A quand une Task force pour vider les stations de métro de tous les SDF et demandeurs d'asile qui y élisent domicile à cause d'une politique profondément inégalitaire ?

Le langage guerrier n'est pas vraiment approprié pour trouver des solutions à des problèmes sociaux causés par une politique ultralibérale. Il reflète l'inadéquation de la réponse face aux drames sociaux que cette politique provoque...



La task force -ou Corps expéditionnaire- désigne la mutation expéditive d'un corps mou en un corps-loup. Elle est généralement utilisée pour désigner les modifications comportementales inattendues lors d'un séjour en institution psychiatrique. Charles, sors de ce corps... expéditionnaire.

Bien envoyé, Marco !

C'est à un Charles Michel assez lamentable que je viens de m'adresser en plénière à la Chambre sur ING. Que faites-vous contre le vandalisme social des Caterpillar, Axa, ING, etc. ? Il répond : Nous avons constitué une "TASK FORCE". Ouah ! Quelle riposte impressionnante ! À chaque drame social, on constitue une "Task Force". Pour quel résultat ? Rien comme menace de sanction pour peser réellement dans le rapport de force contre ces multinationales.

Pire, le Premier ministre trouve une excuse à ING : "Le secteur financier est sous pression". Mais quelle pression subit ING ? La pression des bénéfices ? 10 milliards € en dix ans ! La pression des dividendes ? 7,2 milliards € en dix ans ! La pression des cadeaux fiscaux ? 2,3 milliards € en dix ans.

Charles Michel annonce des nouvelles mesures pour l'emploi. Son aveuglement est effarant : plus son modèle économique dérape, plus il l'approfondit. Et pas un mot sur l'alternative que je lui ai opposée : un partage du temps de travail associé à un partage des richesses. Si la direction d'ING invoque la digitalisation, une question à poser est : qui a profité des gains de productivité créés par cette digitalisation ?

La réponse se trouve dans les milliards de profits. Cet argent devrait au contraire servir à financer un partage du temps de travail, permettant à la fois de défendre l'emploi et de lutter contre l'épidémie de burn-out qui touche de plus en plus de travailleurs.

*Marco van Hees, député fédéral,
à la sortie de la séance du Parlement
du 6 octobre 2016.*



TAX SHIFT



Le tax shift est un glissement de fiscalité. D'un côté, on augmente des taxes sur des modes de consommation qui nuisent à la santé ou l'environnement (diesel, électricité, boissons sucrées, alcools, tabac...). De l'autre, on réduit les charges patronales et l'impôt des personnes physiques, ce qui améliore la compétitivité des entreprises et le pouvoir d'achat de la population.

"Le tax shift renforcera la compétitivité et le pouvoir d'achat."
(Johan Van Overtveldt)



Alors qu'il pouvait sembler annoncer une fiscalité plus juste, le tax shift est finalement tout le contraire. Cette opération augmente les taxes sur la consommation, qui sont des taxes injustes (car non liées au niveau de revenu), tout en épargnant - sauf mesurètes symboliques - les plus riches d'une taxation des plus-values sur actions ou des grands patrimoines. L'argent récolté est utilisé pour moitié à réduire l'impôt des personnes physiques (pourtant moins injuste que la TVA ou les accises) et pour moitié à accorder aux employeurs une nouvelle baisse de cotisations sociales. Baisse dont les effets sur les dividendes sont nettement plus visibles que sur l'emploi...

"Sire, taxons les pauvres, ils sont plus nombreux." (Colbert)



Le contenu du tax shift peut aisément se déduire de l'observation d'un clavier d'ordinateur. Celui-ci contient en effet une touche [shift] qui commande le glissement d'un signe vers un autre. Sous son action, par exemple, [=] devient [+]. La signification est limpide : le signe [=] symbolise l' "égalité" fiscale tandis que le signe [+] symbolise les "plus" riches. Le (tax)shift a donc réduit l'égalité fiscale pour favoriser les plus riches. CQFD !

ALORS, QU'EST-CE QUI VOUS AMÈNE ?
BRONCHIFTE ? OTIFTE ? RHINOPHARYNGIFTE ?

PIRE: TAXSHIFT !

JE ME SENS
VIDÉ...



TAXE



Synonyme d'impôt, la taxe (ou "rage taxatoire") est LE gros mot par excellence dans l'esprit de la grande majorité de nos concitoyens qui ont fait de la fraude fiscale (à grande ou à petite échelle) un véritable sport national, devançant largement le nombre de supporters de football ou de balle pelote. Et pourquoi fraude-t-on allègrement sans scrupules ? Parce qu'on est beaucoup trop taxé pardi ! Des taxes pour quoi et pour qui ? Pour gaspiller notre argent dans des travaux inutiles, pour enrichir les politiciens, pour payer des fonctionnaires planqués, pour financer des transports en commun qui sont toujours en grève... Bien sûr, les taxes servent aussi à payer nos routes, nos enseignants, notre protection sociale... Mais rien de tel qu'une bonne assurance hoshi, une épargne pension et des transports publics privatisés pour assurer des services de bien meilleure qualité. Et ceux qui ne savent pas se les payer ? Qu'ils aillent lire la définition du mot "Ambition". Chacun sa m..., après tout !



Vous entendrez rarement le mot "taxe" dans la bouche de ceux qui pensent à juste titre que la taxe ou l'impôt est une "contribution", le prix à payer pour vivre dans une société juste et démocratique. Ce mot "Contributions", devenu complètement désuet traduit pourtant bien le véritable sens de l'impôt, qui sert avant tout à financer les services collectifs au bénéfice de TOUS les citoyens et dans une moindre mesure à corriger les inégalités de revenus.

Le mot "taxe" (ou "impôt") a repris place dans le débat public. L'impôt sur la fortune, par exemple, proposition absolument inaudible auparavant, est maintenant soutenue par 75% de la population.



Le mot "taxe" est un terme banni dans la bouche des chauffeurs membres du réseau Uber, pour deux raisons. D'abord, parce qu'il leur fait penser à leur ennemi public n°1, les taxis (qui signifiait Taxe en égyptien à l'époque des pharaons - voir Astérix et Cléopâtre). Ensuite parce que leur sport national à eux consiste à rouler le plus vite possible en slalomant pour éviter de payer des taxes... et se faire casser la figure par les chauffeurs de taxi.

VIVRE-ENSEMBLE



Dans la société, il y a des rôles différents. Il y a aussi des différences de positions sociales. Celles-ci s'expliquent par une série de facteurs comme l'intelligence ou le travail. Pour le bon fonctionnement de la société, il faut une adhésion de toutes et tous aux valeurs communes qui permettent le bon fonctionnement des différents aspects de la vie publique, garantissant la sécurité et l'ordre. Ce sont là les garanties du vivre-ensemble, c'est-à-dire du respect des rôles et situations de chacune et chacun. Au début des années 2000, la chaîne télévisée RTL avait d'ailleurs fait du "vivre-ensemble" son slogan publicitaire.



Dans les villes et villages, on croise des personnes dont les réalités sociales et culturelles sont différentes. Il y a des laïcs et des croyants de différentes religions. Il y a des personnes fortunées, des pauvres, des classes moyennes... Toute cette diversité sociale, culturelle, religieuse... ne peut exister que s'il existe un consensus sur un fonctionnement de la société tant dans son quotidien que par rapport aux grandes orientations. Mais cette vision ne signifie nullement une acceptation des différences qui sont le fruit de l'exploitation économique, d'injustices, de dominations diverses. Le vivre-ensemble ne s'oppose donc ni à des visions différentes de la société ni à des volontés de transformations dans le but d'accroître l'égalité par exemple.



A Lasne, à Embourg ou sur les hauteurs de Wépion, il est assez malvenu de déclarer clairement une addiction à l'alcool ou à la drogue. Aussi quand votre voisin, dealer ou pas, veut partager une bouteille de cognac "Henri IV Dudognon" ou un "rail de coke", il ne va pas prononcer ces mots si vulgaires que sont boire, alcool ou drogue. Il se contentera de vous dire : "Un petit vivre-ensemble, ce soir, chez moi, à 20h, cela te dit ?".

EXTRAITS DU CHAPITRE EMPLOI ET COMPÉTITIVITÉ :

L'ambition est de mener une politique de croissance visant à renforcer notre compétitivité et assurant ainsi que nos entreprises créent des emplois supplémentaires.

Ceci sera réalisé entre autres, en diminuant le coût du travail (par le biais de la résorption du handicap salarial) et la poursuite de la réforme du marché du travail et des pensions tout en consolidant le système de sécurité sociale (entre autres l'enveloppe bien-être).

La qualité du dialogue social mérite une attention constante. Les partenaires sociaux et le gouvernement ont une responsabilité réciproque de garantir ce dialogue et partant de la capacité à faire progresser la prospérité en Belgique.

La volonté de réussir le redressement socio-économique impose le sens des responsabilités de chaque partenaire ainsi que de la loyauté et une concertation sereine.

1.3. Lutter contre les pièges à l'emploi.

Le travail doit être mieux récompensé. Il faut supprimer les pièges à l'emploi. Le salaire-poche du travailleur sera majoré par une diminution des charges fiscales et sociales prélevées sur sa rémunération brute.

Cette réduction de charges contribuera à soutenir la consommation et permettra de creuser l'écart entre les revenus de remplacement et les revenus du travail les plus faibles.

DE GOUVERNEMENT (2014)

TRADUCTION PROGRESSISTE :

L'ambition est de mener une politique néolibérale visant à renforcer les cadeaux aux grosses entreprises, assurant ainsi que les chiffres de création d'emplois puissent être encourageants, peu importe la qualité des emplois et le montant des salaires et le niveau de protection sociale.

Ceci sera réalisé, entre autres, en diminuant les cotisations sociales (par le biais d'une diminution des salaires bruts) et la poursuite du démantèlement des protections sociales et des pensions tout en faisant croire qu'on consolide la sécurité sociale en baratinant un peu devant les micros (entre autres en évoquant l'enveloppe bien-être, car seuls trois ploucs sauront de quoi il retourne).

La qualité du dialogue social mérite une attention constante. Il faut que les syndicats acceptent poliment les propositions du gouvernement et s'engagent à ne pas provoquer de grèves ou de manifestations car ils seraient tenus pour responsables des mauvais résultats économiques.

C'est bien compris ? Pas de grogne, pas de grève, nos réformes sont les bonnes et vous n'obtiendrez rien !

1.3 Diminuer les allocations de chômage et les cotisations sociales

Les travailleurs doivent être moins solidaires. Il faut diminuer la part de salaire qui bénéficie à la sécurité sociale et aux services collectifs. Les impôts et les cotisations sociales seront diminués, et le travailleur sera convaincu qu'il est gagnant car on octroiera à certaines catégories de travailleurs une petite augmentation de salaire net.

Cette réduction de la solidarité contribuera à renforcer la société de consommation individualiste, l'esprit de compétition et les inégalités de revenus, ce qui encouragera les bénéficiaires de l'assurance-chômage solidaire à se satisfaire de n'importe quel bullshit job (boulot de merde).

EXTRAITS DE L'ACCORD UE-GRÈCE, 13 JUILLET 2015 :

Le sommet de la zone euro souligne la nécessité cruciale de rétablir la confiance avec les autorités grecques, condition préalable pour un éventuel futur accord sur un nouveau programme du MES (Mécanisme Européen de Stabilité). À cet égard, il est essentiel que la maîtrise du processus revienne aux autorités grecques, et les engagements pris dans ce contexte devraient être suivis d'une mise en œuvre effective.

Compte tenu de la nécessité de rétablir la confiance avec la Grèce, le sommet de la zone euro se félicite que la Grèce ait pris l'engagement de légiférer sans délai sur une première série de mesures.

...la pleine mise en œuvre des dispositions pertinentes du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, notamment en rendant opérationnel le conseil budgétaire avant la finalisation du protocole d'accord et en introduisant des réductions quasi automatiques des dépenses en cas de dérapages par rapport à des objectifs ambitieux d'excédents primaires, après avoir sollicité l'avis du conseil budgétaire et sous réserve de l'accord préalable des institutions.

UE-GRÈCE DU 13 JUILLET 2015

Tout juste démissionné le lendemain du référendum du 5 juillet 2015 en Grèce, Yanis Varoufakis a publié une version annotée et commentée du texte de l'accord entre la Grèce et l'Union européenne.

(Source : Le Huffington Post, 15 juillet 2015)

TRADUCTION PAR YANIS VAROUFAKIS :

Le sommet de la zone euro estime que le gouvernement grec doit instaurer une austérité encore plus rigoureuse frappant les citoyens grecs les plus vulnérables, qui ont déjà largement souffert, condition préalable pour un report de ce prêt non viable. À cet égard, le gouvernement Syriza doit signer une déclaration stipulant qu'il s'est soumis à la 'logique' de la troïka, et les engagements pris dans ce contexte devraient être suivis d'une mise en œuvre effective.

La Grèce doit se soumettre elle-même à un waterboarding (technique d'interrogatoire qui simule la noyade, NDLR) fiscal, avant même qu'aucun financement ne soit proposé.

...le gouvernement grec, qui sait que les objectifs fiscaux imposés ne seront jamais atteints avec l'austérité imposée, doit s'engager à plus d'austérité automatique comme résultat des nouveaux échecs de la troïka.

AUX GRÉVISTES IRRESPONSABLES, UN COMMUNIQUÉ (FICTIF) DU CEO D'UNE ENTREPRISE :

Pour améliorer la compétitivité, notre entreprise doit réduire le coût du travail et assouplir sa gestion des ressources humaines.

Après concertation, nous pensions avoir trouvé un accord avec notre partenaire social.

Malheureusement, des extrémistes d'une organisation corporatiste archaïque défendent encore certains travailleurs privilégiés et demandent l'engagement des travailleurs à contrat à durée déterminée. Ils refusent la nouvelle stratégie de l'entreprise.

Mais faites preuve de bon sens... Notre entreprise doit s'adapter.

Par ailleurs, nous demandons au gouvernement de baisser nos charges sociales et de simplifier la réglementation du travail.

Sinon ? Nous allons à la catastrophe.

CEO D'UNE ENTREPRISE À SES SALARIÉS

AUX TRAVAILLEURS EN GRÈVE, UN COMMUNIQUÉ DU DIRECTEUR À LA SOLDE DES ACTIONNAIRES :

Pour vous exploiter un peu plus, nous voulons diminuer vos salaires, précariser vos contrats de travail et licencier.

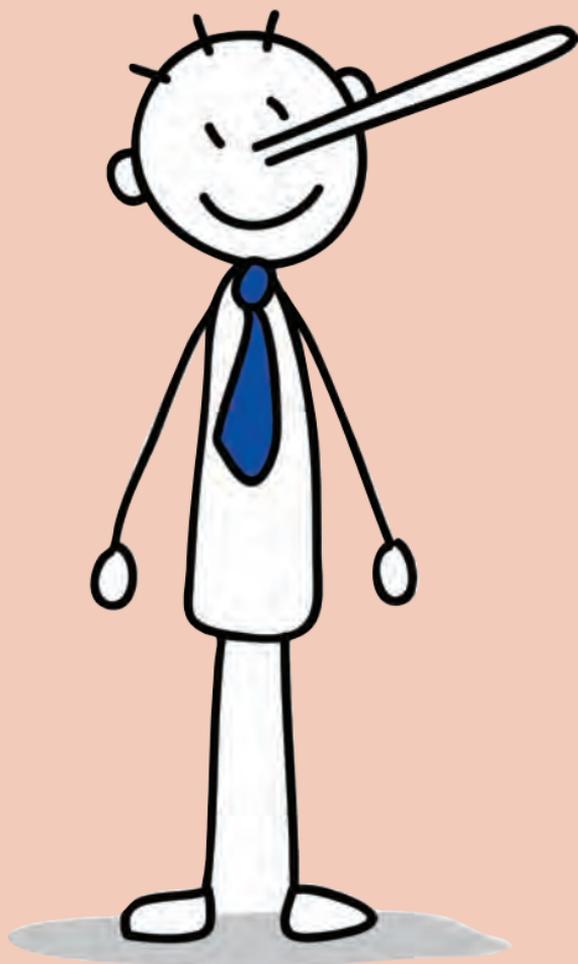
Après avoir fait pression sur les syndicats, nous pensions empêcher toute mobilisation collective.

Malheureusement, des représentants du mouvement ouvrier organisé défendent encore votre statut et refusent que l'on vienne ceux qui sont aujourd'hui surexploités. Ils dénoncent aussi les reculs sociaux que nous voulons imposer.

Mais rendez-vous à la raison patronale ! Vous devez vous soumettre !

Par ailleurs, nous faisons chanter le gouvernement pour faire baisser votre salaire indirect et casser vos acquis sociaux.

Sinon ? On délocalise !



**VOUS AVEZ AIMÉ LE PETIT MENTEUR ?
IL VOUS A INTERPELLÉ OU AMUSÉ ?
PARTAGEZ SANS MODÉRATION VOTRE PLAISIR AVEC
VOTRE GROUPE, VOS AMIS, VOS COLLÈGUES.
JOUEZ AVEC LES MOTS OU ÉCRIVEZ VOUS-MÊME DE
NOUVELLES DÉFINITIONS : LES POSSIBILITÉS SONT
MULTIPLES.
EN VOICI QUELQUES-UNES. NOUS LES AVONS
ESSAYÉES... ET ADOPTÉES !**

DU PETIT MENTEUR ILLUSTRÉ

LE JEU DE L'ACROSTICHE

- Préparation : 2h - Pour vous faciliter la tâche : consultez l'acrostiche publié dans Contrastes de septembre 2015 à télécharger sur www.equipespopulaires.be
- Jeu avec les participants : 15 minutes
- Utilisation : pour entamer une activité sur le thème des mots du néolibéralisme

- Ecrivez les définitions, sur le mode d'un mot croisé simplifié.
- Recopiez la grille vide sur une grande feuille ou un tableau.
- Lisez les définitions à voix haute pour faire deviner les mots aux participants et remplissez la grille au fur et à mesure.

QUIZZ : TROUVEZ LE BON MOT

- Préparation : 1h
- Jeu avec les participants : 20 minutes
- Utilisation : pour entamer une activité sur le thème des mots du néolibéralisme

- Choisissez une vingtaine de définitions néolibérales dans le Petit menteur et imprimez-les sur des petits papiers, que vous mettez dans une boîte ou un chapeau. Attention : ne pas indiquer le mot auquel la définition se rapporte.
- Divisez le groupe en deux. Au top chrono, une personne désignée par le groupe pioche une définition. L'objectif ? Trouver le mot auquel la définition se rapporte.
- Le groupe qui a trouvé le plus de définitions a gagné.

BOITE À OUTILS PÉDAGOGIQUES

UN MOT ET SON CONTRAIRE

- Préparation : 1h (établir une liste d'une quinzaine de mots menteurs puisés dans le Petit Menteur. Vous pouvez aussi vous inspirer de la liste en page 122.)
 - Animation : 15 minutes à 1 heure
 - Utilisation : pour entamer un débat sur les mots
- Lisez un mot (ou une expression) à haute voix. Demandez aux participants d'énoncer spontanément son contraire ou sa réelle signification.
 - Selon le temps disponible : débat sur les valeurs, les mots et les actes du néolibéralisme.

DÉCORTIQUER LA PRESSE

- Préparation : 1h (sélection d'articles sur internet ou dans les journaux)
 - Animation : 2h
 - Utilisation : en groupe de 5 à 15 personnes
- Mettez à disposition du groupe des journaux ou revues, de préférence qui traitent de l'actualité. Ou visionnez des extraits de JT qui comportent des interviews de personnalités politiques.
 - Invitez les participants, seuls ou en groupes, à repérer les mots ou les phrases menteuses, à l'instar des extraits "Il est gonflé, celui-là !" présentés dans ce Petit Menteur.
 - Débat autour des mots choisis. En quoi sont-ils menteurs ? En quoi sont-ils révélateurs de l'idéologie néolibérale ?

DU PETIT MENTEUR ILLUSTRÉ

EDITION BILINGUE

- Préparation : 1h (choix d'un texte)
 - Animation : 1 à 2h
 - Utilisation : en groupe de 5 à 15 personnes
- Choisissez un texte révélateur de l'idéologie néolibérale. Exemples : une déclaration d'un gouvernement, d'un chef d'entreprise, d'une institution financière internationale, de la Commission européenne...
 - Démasquez les mots qui mentent et annotez le texte en indiquant la manière dont vous interprétez ces déclarations, à l'instar des trois extraits présentés en pages 112 à 117.

TRÈS SIMPLE !

- Préparation : aucune
- Animation : 1 à 2h
- Utilisation : en groupe de 5 à 10 personnes

Le groupe de Gozée s'est saisi du Petit menteur pour permettre un débat sur le néolibéralisme. Chaque participant a choisi un mot et en a fait lecture au groupe. Bien que simplifiées, les définitions ont été perçues comme un bon reflet des rapports de force au sein de la société et de l'omniprésence du néolibéralisme dans tous les domaines de la vie.

BOITE À OUTILS PÉDAGOGIQUES

Politiquement correct :

Ajustement des effectifs

Chargé de clientèle

Demandeur d'emploi

Domage collatéral

Entrée de gamme

Exploitant agricole

Gardien d'immeuble

Hôtesse de caisse

Longue maladie

Nettoyage ethnique

Opérateur

Partir

Réajustement des prix

Senior confirmé

Technicienne de surface

Dialogue social

Activation

Win-win

Plan d'emploi

Evacuation musclée

Charges sociales

Flexibilité

.....

.....

.....

.....

Décryptage :

Licenciements

Représentant

Chômeur

Massacre d'innocents

Bas de gamme

Paysan

Concierge

Caissière

Cancer

Génocide

Ouvrier

Mourir

Augmentation des prix

Cadre de plus de 50 ans

Femme de ménage

Lutte des classes

Exclusion

Perdant-perdant

Plan de licenciement

Expulsion violente

Cotisations sociales

Dérégulation

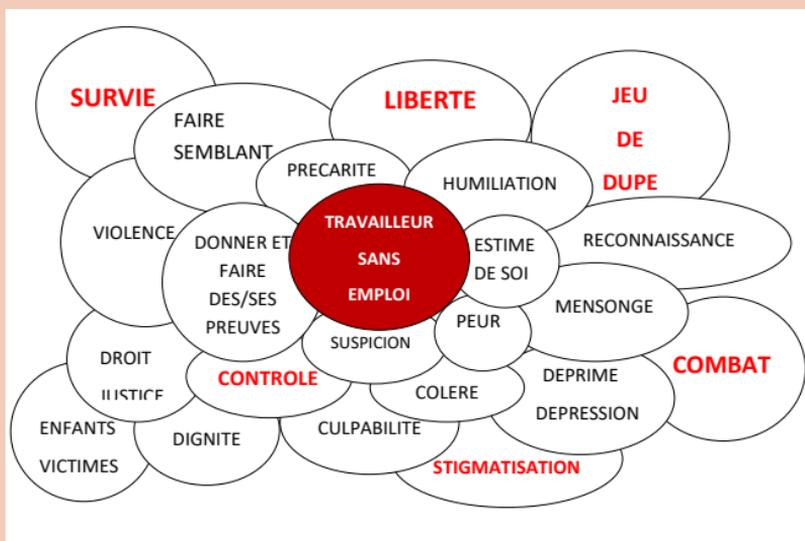
.....

.....

.....

.....

Dites-le avec des fleurs



S’informer et informer. C’était le thème d’un atelier organisé à Nivelles par les Equipes Populaires et Lire et Ecrire. Pour déconstruire les mots, les participants - principalement des travailleurs sociaux en insertion socioprofessionnelle - ont été invités à choisir un mot en lien avec leur pratique de terrain. C’est le mot “Travailleur sans emploi” qui a été choisi et autour duquel un brainstorming a fait émerger une fleur de mots.

Dignité, liberté, faire semblant, jeu de dupes, déprime, colère, culpabilité, stigmatisation... Autant de mots qui ont permis aux participants d’écrire ensemble des définitions puis de traquer d’autres mots ou sigles qui stigmatisent ou influencent notre jugement sur les personnes.

L’exercice a montré qu’il est essentiel d’être vigilants à l’usage qu’on fait des “gros mots” et d’en imaginer d’autres.

ATELIERS D'ÉCRITURE AU CEFOC :

LA LUTTE DES... PLACES !

Le Centre de Formation Cardijn (CEFOC) s'est saisi à pleines mains du "Petit Menteur", première édition du "dico des mots qui mentent", pour mener une réflexion originale !

Au départ : un week-end de formation intitulé "*De la lutte des classes à la lutte des... places !*". Et face au brouillage de nos repères en matière de groupes sociaux et de dominations à l'œuvre dans nos sociétés, face aussi à la division croissante entre travailleurs, la campagne "Mots qui mentent" tombait plus qu'à pic !

Au cours d'ateliers créatifs, les participants se sont mis à recréer leurs propres définitions - libérales, progressistes, farfelues - de cinq mots significatifs. Particularité : un groupe d'enfants a participé à l'exercice (voir ci-contre). Une certitude : susciter la créativité des participants en leur demandant de créer leurs propres définitions, ça marche !

ACTIVATION

Libérale - Preuve de sa bonne volonté, de la qualité de sa motivation et de son excellence en plus des titres requis.

Progressiste - Stress permanent, galère, peur, incapacité de se faire entendre, obligation de rentrer dans un moule alors que c'est impossible pour beaucoup. Non-sens !

Farfelue - Action qui consiste à donner une impulsion par voie mécanique pour que les poissons au repos s'agitent dans leur bocal.

FLEXIBILITÉ

Libérale - Dans le cadre de la mondialisation, modernisation des horaires et du temps de travail ; cadeau fait au travailleur qui lui permet de concilier temps de travail et temps familial.

Progressiste - Sous prétexte de concurrence accrue, le travailleur devient un esclave moderne, une marionnette corvéable à merci, qui n'a plus la possibilité d'organiser, de planifier, de programmer sa vie privée et familiale.

Farfelue - Travailleur chewing-gum, qu'on jette après utilisation (usage unique comme un kleenex).

DU PETIT MENTEUR ILLUSTRÉ

QUAND LES ENFANTS S'EN MÊLENT !

Les participants au week-end CEFOC avaient la possibilité d'emmener leurs enfants à ces deux journées de formation. Idée géniale : les animateurs enfants et les responsables de l'association avaient imaginé une animation autour des "mots qui mentent".

Comment les enfants comprennent-ils ces mots ? Un petit exercice décoiffant, surprenant et rafraîchissant ! Il nous démontre que naturellement les "mots du pouvoir" privilégient résolument des idées positives. Et que leur côté "séducteur" n'est pas une vision de l'esprit de contestataires obstinés...

Que disent-ils donc de la **flexibilité** ? Eh bien, ils la voient plutôt positivement ! Car pour eux il s'agit de "*savoir s'adapter, de pouvoir être précis, d'être élastique*". Autant de réalités qui pour eux comportent plus d'avantages que d'inconvénients.

Et la **responsabilité**, alors ? C'est "*savoir s'occuper de quelqu'un ou de quelque chose ! C'est être en mesure de gérer les situations !*". Personne ne disconvient que c'est plutôt utile, non ?

L'optimisme est aussi de mise chez les enfants quand ils entendent parler d'**activation**. L'activation, c'est "*se motiver, se bouger et faire une action*". Comme dirait l'autre, bougez-vous, ça fait un bien fou !

Mais alors "**charges sociales**", c'est aussi positif ? Là, les enfants sont à cent mille lieues du financement de la sécu... Pour eux, c'est chouette d'assumer des "charges sociales". Car il s'agit de "*participer aux tâches, d'avoir une responsabilité et un devoir social, de s'occuper des gens*". Joliii !

Reste la **grève**. Les enfants du CEFOC ont déjà la graine de militants. On sent que, chez eux, ça discute autour des repas de famille ! Car la grève, c'est "*une mobilisation collective de gens qui s'entraident pour se rebeller, riposter et refuser quelque chose qu'on leur impose*" ! Que dire de plus ?

ATELIERS D'ÉCRITURE AU RWLP : **MENSONGES D'ÉTAT**

Au Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, la session résidentielle d'été a été placée sous le signe de la désintoxication du langage. "Les mots nous mentent mais comment sommes-nous roulés dans la farine ?". En groupes, les participants ont entamé un parcours qui les a conduits à décortiquer les mots du pouvoir, à débattre du sens des changements de mots et à s'approprier les clés de cette déconstruction.

Un groupe a joué au "*On ne dit plus... on dit...*" : on ne dit plus "femme de ménage", on dit "technicienne de surface". Si ça continue, bientôt on dira "ingénieure de propreté" ! Ça ne change rien à la pénibilité du travail et au faible salaire. Mais ça les rend moins visibles. Le jeu de la "*langue de bois*" est également très utile pour repérer des mots qui paraissent anodins, se glissent facilement dans des phrases toutes faites, et emportent l'adhésion si l'on n'y est pas attentifs. Par exemple, "projet", est un de ces mots bateau qui a suscité un beau débat sur le sens qu'on y met.

Les membres du RWLP se sont approprié les méthodes pour mener des activités de désintoxication au Festival Bitume. Et pour créer le message de la Journée mondiale du refus de la misère :

"Mensonges d'État, réponse des gens de peu !"

DU PETIT MENTEUR ILLUSTRÉ

Au cours de ces animations, des définitions ont été élaborées autour de certains mots. En voici deux :

JEUNESSE

Version néolibérale : personnes âgées de 18 à 25 ans avec qui personne ne veut négocier leur avenir.

Version progressiste : force perdue à cause des structures non mises en place, ou déstructurées par le nouveau gouvernement.

Version décalée : adolescent boutonneux.

BONNE GOUVERNANCE

Version néolibérale : politiciens responsables de la gestion économique, politique, environnementale d'un peuple sans lui demander son avis.

Version progressiste : ensemble de dirigeants qui pensent avec et pour le peuple des décisions économiques, politiques, environnementales, pour un avenir meilleur.

Version décalée : gâteau de plusieurs couleurs, d'un goût raffiné.



Illustrations : Yakana

Reproduction autorisée (textes uniquement)
avec mention de la source.

Merci de nous transmettre une copie de votre publication.

Ed. resp : Ch. Steinbach, Rue du Lombard, 8 - 5000 Namur

Achévé d'imprimer en novembre 2016

Dépôt légal D/2016/5622/1

Mise en page : H. Govahian



DÉMASQUONS LES MOTS QUI MENTENT !

Sans crier gare, le néolibéralisme a colonisé les esprits. Une grande partie de la population est résignée : il n'y aurait pas d'alternative au capitalisme et aux mesures d'austérité qui l'accompagnent. Le langage néolibéral nous impose d'accepter la dérégulation sociale et l'accroissement des inégalités.

Austérité, compétitivité, handicap salarial, poids de la dette publique : le martèlement incessant de ces mots a un impact réel sur notre vision du monde et brise l'espoir que des alternatives sont possibles.

Décortiquer ces mots permet de montrer au grand jour les stratégies qu'ils cachent, et de réaffirmer que notre choix de société n'est pas celui-là mais bien celui de l'égalité, de la solidarité et du bien-être collectif.

Une version de lancement du "Petit menteur" a été éditée en novembre 2015. Celle-ci invitait à l'écriture personnelle ou collective de nouvelles définitions et a été utilisée par de nombreux groupes pour mener une réflexion sur le néolibéralisme. Le "Petit menteur illustré 2016" est le fruit de ces nombreuses contributions pertinentes... et parfois très impertinentes. Il comporte 70 mots, des extraits de citations commentées ainsi qu'une boîte à outils pédagogiques.

Que les tempêtes de cerveau continuent !

6€

UN MOUVEMENT DE CITOYENS
POUR CONSTRUIRE L'ÉGALITÉ



Equipes
Populaires

WWW.EQUIPESPOPULAIRES.BE · TÉL.: 081/73.40.86.

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES